

PARTI DU PROGRÈS ET DU SOCIALISME

« THÈSES POLITIQUES »

UN SOUFFLE DEMOCRATIQUE NOUVEAU

(Projet)

INTRODUCTION GÉNÉRALE :

1- Le dixième Congrès national du Parti du progrès et du socialisme est une occasion pour réfléchir en profondeur sur les développements de la situation générale et leur impact sur l'évolution du Parti, dans le cadre international, régional et national. En effet, le Parti a toujours tenu, depuis sa création il y a plus de soixante-dix (70) ans, à bien préciser ses concepts et à bien encadrer sa politique avec suffisamment de clarté quant à ses principes, l'imprégnant ainsi du rationalisme qui le met à l'abri de toute déviation possible en l'absence de cette immunisation idéologique et politique.

Cette démarche, respectée par le Parti dans tous ses Congrès, est un travail collectif sur lequel veille le Comité Central, en tant que cadre d'expression de l'intelligence partisane collective, et qui confère toute sa valeur à la production intellectuelle et idéologique du Parti, notamment à l'occasion de la préparation du Congrès, en procédant à l'analyse des données et du contexte politiques dans lequel il se tient.

2- Après avoir participé pendant vingt (20) ans à la gestion gouvernementale, le Parti est en droit de s'interroger, dans le cadre d'une réflexion collective globale et complète, sur ce qui a été réalisé et ce qui ne l'a pas été parmi nos objectifs du changement et des réformes démocratiques, loin de toute autosatisfaction béate ou toute auto-flagellation abusive.

Ces « thèses politiques » constituent un moment privilégié pour procéder à une profonde et rigoureuse introspection et pour tenter de comprendre le sens de l'étape et prospecter les horizons qui s'annoncent, par rapport aux responsabilités politiques, organisationnelles et historiques du Parti, sachant qu'au cœur de la philosophie organisationnelle sur laquelle s'appuie le Parti se trouve la vertu de la critique et de l'autocritique, auxquelles doit recourir le Parti de manière méthodique pour mieux garantir l'efficacité de son action.

3- Le Parti du Progrès et du Socialisme est en effet une école particulière pour mettre l'analyse scientifique et objective au service du « décryptage » d'une réalité complexe et pleine de contradictions. La réalité dans le cadre de laquelle se meut le Parti est, en effet, de nature complexe, tiraillée entre des tendances et des rapports de force contradictoires, à même d'exercer parfois des pressions sur la vie politique et militante, exigeant par conséquent que le Parti fasse preuve d'une assez haute capacité à la fois de résistance, d'objectivité et de clairvoyance pour traverser les zones de « turbulence » avec le moindre coût possible. Et cela, en recourant toujours et sans complaisance, à la sagesse et à l'objectivité, afin de préserver son identité fondamentale dans la prise de position et son expression, à sa manière, et avec le style particulier qui lui est reconnu et qui le distingue dans le champ politique national.

Partant de ces considérations de principe, les « thèses politiques » s'articulent, dans une approche logique et cohérente, autour de six (6) axes :

I- Partie I : Le Parti du Progrès et du Socialisme et son référentiel idéologique et principiel

II- Partie II : Le Parti du Progrès et du Socialisme et l'action politique

III- Partie III : Le Parti du Progrès et du Socialisme et l'horizon économique, social et écologique

IV-Partie IV : Les questions sociales et culturelles

V- Partie V : Le Parti du Progrès et du Socialisme et les caractéristiques essentielles de la situation internationale

VI-Partie VI : La valeur ajoutée du Parti du Progrès et du Socialisme dans le champ politique national

PARTIE I

LE PARTI DU PROGRES ET DU SOCIALISME ET SON REFERENTIEL IDEOLOGIQUE ET PRINCIPIEL

Cette partie sera consacrée à la question idéologique, étant donné qu'elle constitue le cadre référentiel et conceptuel de l'organisation de l'action du Parti, sur des bases solides, pour la compréhension d'une réalité mouvante, la définition de l'approche qu'en fait le Parti et la clarification des caractéristiques de son projet sociétal. Car, le Parti du Progrès et du Socialisme a fondé sa ligne politique sur les bases de l'engagement militant, des principes et des valeurs, c'est-à-dire dans le cadre d'une « boussole » idéologique qui préserve la pertinence et l'éthique de la question politique et partisane.

I- Chapitre I : La centralité de la question idéologique

II- Chapitre II : Le contexte international et son influence sur les développements de la question socialiste

III- Chapitre III : Le contexte national et son influence sur cette question

IV- Chapitre IV : La nécessité d'une réflexion profonde et d'un effort continu pour apporter une réponse à la question du sens d'être socialiste dans le Maroc d'aujourd'hui

V- Chapitre V : La nécessité d'une analyse approfondie des développements que connaît la société marocaine

CHAPITRE I

LA CENTRALITE DE LA QUESTION IDEOLOGIQUE

1 – Le Congrès du Parti du Progrès et du Socialisme, une occasion pour consolider les accumulations dans le cadre de la dialectique de la fidélité et du renouveau :

Le Parti du Progrès et du Socialisme a toujours veillé à tenir son Congrès national de manière régulière. Il saisit cette occasion pour procéder à une profonde évaluation de ce qu'il a accompli de son programme, de ce qu'il a produit comme apports intellectuels et politiques, dans sa quête continue de compréhension de la réalité sociale dans laquelle il se bat et des « lois » qui la régissent, dans la diversité de ses situations, de ses complications et de ses circonstances. Dans cette quête, il s'arme de sa méthodologie d'analyse, basée sur le matérialisme dialectique, pour identifier les « dysfonctionnements » et les handicaps qui entravent le développement, et pour édifier des alternatives réalisables, en luttant pour leur appropriation par les citoyens et en oeuvrant pour leur réalisation à travers la lutte démocratique, sur les divers fronts sociaux et institutionnels.

Ainsi, le Parti ne part pas du vide ou efface ou oublie ce qu'il a accumulé depuis sa fondation jusqu'à aujourd'hui, aussi bien au niveau de ses apports théoriques et pratiques qu'au niveau de son vécu et des riches et diverses expériences qu'il a connues, pour consolider ses réussites et tirer des enseignements de ses échecs. Ce faisant, il garde toujours présent à l'esprit l'horizon socialiste auquel il aspire et qui rendra possible le passage d'un monde du besoin et de l'aliénation au monde de la liberté qui ouvre la voie à la participation populaire et à la justice sociale, dans le cadre d'un développement harmonieux des forces de production, qui permette de satisfaire les besoins de la société.

2- Rejet de la thèse de la « fin des idéologies » : Nulle action partisane n'a de sens en l'absence d'un référentiel idéologique

Parler d'idéologie aujourd'hui agace certains, qui croient que ce concept fait partie d'un passé révolu ; et qu'il porte une utopie qui se serait éteinte avec l'effondrement de ce qui s'appelait le « camp socialiste ». Ils prétendent que ce qui se matérialise sur le terrain de la réalité comme disparités dans la répartition des richesses, des ressources, des positions et des privilèges, qui se transforment rapidement en droits acquis de certaines catégories, ne serait que naturel et relèverait de la « force des choses » et des différences des aptitudes

humaines naturelles et héréditaires ! Ainsi, au nom de la « liberté », de la « chance », du « hasard » et du fonctionnement de « la nature » et de l'histoire, et au nom du « droit naturel » qui régirait l'excellence, la hiérarchie et les inégalités, les théoriciens du libéralisme défendent l'idée de l'échange inégal !

Proclamer, à partir de ces affirmations, la « mort » de l'idéologie est en soi idéologique ! L'objectif serait ainsi que les classes possédantes suscitent chez les larges couches populaires le sentiment d'une sorte de « fatalisme » qui les aveuglerait et qui les pousserait à continuer à accepter leur soumission à ces classes et à continuer à ne pas prendre conscience de leurs réelles potentialités pour dépasser leur misérable situation, issue de la nature des rapports sociaux dominants, et à croire en l'impossibilité de son changement.

L'idéologie, en tant que vision qui explique la réalité sociale objective, est en fait présente en permanence et est liée à la connaissance et à la pratique ; elle se matérialise dans les idées, les valeurs et les comportements qui expriment des intérêts d'une classe parmi les classes sociales, d'où la distinction entre connaissance et idéologie.

Par conséquent, il est naturel que le Parti, fidèle à ses traditions militantes, accorde une importance extrême à la lutte idéologique. Elle est indispensable pour éclairer les citoyens, plus particulièrement les travailleurs, et pour élever le degré de leur conscience afin de connaître les causes réelles de leurs conditions de vie et de s'enrôler dans les luttes syndicales et politiques, pour le changement de ces conditions de vie vers le meilleur et pour participer aux combats idéologiques contre tous les courants libéraux, réactionnaires, obscurantistes, populistes ou gauchistes et nihilistes.

3- La question socialiste dans le monde d'aujourd'hui : Interrogations idéologiques et politiques

L'humanité aspire encore à se débarrasser du capitalisme et de ses fléaux ! Et le socialisme reste encore la voie pour y arriver. Mais cette tâche requiert la recherche d'une alternative, ou des alternatives, au modèle qui a prouvé son échec, a conduit à la crise qu'ont vécue les expériences socialistes, et s'est achevé par l'effondrement de ce qui s'appelait « le camp socialiste ».

Le mouvement ouvrier international et ses expressions culturelles et politiques, qu'elles soient socialistes ou communistes, dans les pays capitalistes, et bien qu'il ait réussi à arracher beaucoup d'acquis sociaux et politiques, a connu un grand recul dans son rayonnement et son influence. Il s'est retrouvé dans une position défensive dans la

confrontation des attaques du capitalisme contre les acquis des travailleurs et leur droit à une juste répartition des richesses produites. Il essaie aujourd'hui d'arriver à une vision progressiste pour affronter la crise de développement du capitalisme qui essaie pour sa part d'affaiblir la « conscience de classe » et d'attiser la tentation ethno-chauviniste, en jouant notamment sur la corde de la xénophobie et du rejet des étrangers.

Cette crise que traversent les mouvements de la gauche socialiste traditionnelle a contribué à l'émergence de divers mouvements et de diverses tendances dont le dénominateur commun est le rejet des conséquences du capitalisme sauvage, dont les licenciements individuels et collectifs des travailleurs, la précarité, l'exploitation, la marginalisation et la destruction des richesses naturelles, ce qui a permis à certains d'entre eux l'accès et la participation à la gestion gouvernementale, comme ce fut le cas en Grèce.

Quant au recul de la gauche dans les pays arabes, il a été accompagné, depuis la fin des années soixante-dix du siècle dernier, par l'occupation du terrain de la lutte sociale et politique par les tendances de l'Islam politique. Ce qui a compliqué son combat politique. Les mouvements de gauche dans les pays africains, asiatiques et d'Amérique latine ont connu les mêmes difficultés, dans le cadre des spécificités locales qui leur sont propres. Reste l'expérience chinoise, qui mérite un intérêt particulier et dont il est difficile de prévoir avec certitude l'évolution, malgré ce qui a pu être réalisé comme développement, dont les effets positifs sur les conditions de vie de la grande majorité du peuple chinois sont réels et ont permis une avancée considérable dans le développement et la modernisation des infrastructures socio-économiques et culturelles, propulsant la Chine en tête du classement mondial dans plusieurs domaines... Le « socialisme » chinois actuel est, comme le définissent les dirigeants du Parti communiste chinois, le socialisme de l'étape primaire et non pas le socialisme du niveau supérieur ; un socialisme qui se développe et évolue en tenant compte de l'expérience des autres peuples et de leurs aspirations à la dignité et à la liberté.

CHAPITRE II

LE CONTEXTE INTERNATIONAL ET SON INFLUENCE SUR LES DEVELOPPEMENTS DE LA QUESTION SOCIALISTE

L'une des conséquences principales de l'effondrement de ce qui s'appelait le « camp socialiste » a été la violente attaque idéologique et économique multiforme que les pays impérialistes, et à leur tête les Etats-Unis d'Amérique, ont menée à cette occasion, pour dénigrer les idées progressistes, en particulier le socialisme. Ils ont mobilisé pour cela tous les moyens et les technologies de communication ainsi que les expériences et les centres de recherches politiques, afin d'enterrer définitivement le référentiel socialiste et d'en finir avec le rêve de l'édification d'un nouveau monde où régnerait la liberté, l'égalité, le progrès et la justice sociale. La gauche mondiale allait connaître de ce fait une crise sans précédent, et beaucoup parmi les militants, les intellectuels et les chercheurs qui ont porté cette pensée émancipatrice ont été poussés soit à l'abandonner définitivement soit à renoncer à recourir à ses concepts et à sa méthodologie, pour ne pas apparaître hors la nouvelle mode néo-libérale ni, a fortiori, penser à nouveau à la possibilité de nouveaux horizons pour le socialisme.

1- Concentration des richesses et aggravation des disparités sociales à travers le monde

Dans ce contexte, les portes ont été grand-ouvertes à l'accélération du rythme de la mondialisation et de l'intégration des marchés nationaux dans le marché mondial, afin d'abattre les dernières barrières qui entravaient l'expansion du capital, du pillage et l'exploitation effrénée des ressources humaines et naturelles, à travers le monde. On est passé ainsi d'un capitalisme industriel (monnaie-production-monnaie) à un capitalisme financier (monnaie-monnaie), sans passer par la production, et à la domination et la maîtrise des fruits et des acquis des innovations induites par la révolution scientifique et technologique, au service de ses seuls intérêts... Ce qui a entraîné une grande concentration des richesses entre les mains d'une minorité d'hommes d'affaires et de sociétés

multinationales, a aggravé les disparités sociales et a accentué le dérèglement environnemental et écologique et a détruit les quelques industries nationales qui existaient encore dans les pays de ce qu'on appelait le « tiers-monde ».

La lutte pour un nouvel ordre mondial est aujourd'hui au cœur du combat de notre époque, en vue de renforcer la légalité internationale et le respect du droit de tous les peuples de choisir chacun sa voie particulière pour le développement global, économique, humain et culturel, dans le cadre des nouvelles données internationales et de leurs propres spécificités, tout en favorisant le rayonnement de la connaissance scientifique dans ses dernières applications et en permettant et en développant le dialogue entre les différentes expériences, pour construire un monde humain nouveau, où sont respectées les diverses identités et spécificités. Car il ne peut y avoir de coexistence sans le respect de la différence et de la diversité ; différence et diversité qui ne peuvent perdurer que dans le cadre du respect de la souveraineté des Etats, des droits de leurs peuples et de la liberté de leurs choix.

2- La pensée socialiste a un avenir prometteur, tributaire de la capacité de la gauche à ouvrir de nouveaux horizons

Les composantes essentielles de la gauche, dont le PPS ont accumulé une riche expérience, avec ses points forts et ses points faibles. Avec ses succès et ses échecs, cette expérience demeure globalement positive et évolutive, pour peu que la gauche en fasse la lecture appropriée et objective. Celle-ci doit reposer sur la critique constructive et l'autocritique créatrice et en tirer les enseignements nécessaires. C'est ainsi que sera renouvelée la pensée socialiste sur la base de la dualité de la fidélité et du renouveau, loin de toute forme de dogmatisme. Cela requiert l'adoption de formules organisationnelles souples et en même temps capables de se mettre au diapason des transformations sociétales accélérées. Parallèlement, cela exige d'intégrer les nouveaux moyens de communication dans leur diversité.

Sur cette base, le PPS considère que la pensée socialiste a encore en face d'elle de larges horizons démocratiques.

CHAPITRE III

LE CONTEXTE NATIONAL ET SON INFLUENCE

1- Les raisons du recul de la Gauche au Maroc

La secousse qui a ébranlé la majorité des mouvements de la gauche communiste dans le monde après l'effondrement de ce qui s'appelait le « camp socialiste » n'a pas eu de conséquences organisationnelles majeures sur notre Parti. En effet, grâce à la distance qu'il avait pris avec la pensée prédominante dans la culture « soviétique », notre Parti a toujours œuvré en toute indépendance, et s'est occupé principalement de ses tâches nationales tout en militant pour le rayonnement de l'esprit de solidarité internationale avec les partis communistes, les partis socialistes et les mouvements de libération nationale.

Cependant, cet événement a compliqué la tâche des militants du Parti, auxquels on demandait alors d'expliquer encore et toujours les raisons de ce qui s'est passé, et a réduit pour une longue période notre discours sur notre identité socialiste, vu qu'elle restait liée dans la représentation collective à l'échec de l'expérience soviétique. Elle nous poussait à nous contenter de concentrer notre lutte, nos analyses et notre littérature sur la réalisation des tâches de l'étape nationale et sur la préservation des acquis démocratiques et sociaux de notre peuple.

Cette « adaptation » a eu des aspects positifs, consistant pour l'essentiel à renforcer et à immuniser notre Parti, dans sa continuité, comme acteur important et influent sur le cours des événements qu'a connus notre pays, notamment son évolution démocratique et son progrès social, armé d'une approche « réaliste » fondée sur la juste évaluation de l'évolution du rapport des forces, la définition des priorités dans notre lutte pour leur réalisation et la négociation pour des consensus politiques positifs. Cependant, il faut reconnaître que cette adaptation a été menée au détriment d'une forte présence du Parti sur la scène de la lutte idéologique.

Le Parti s'est contenté, en effet, de continuer à jouer son rôle dans le cadre de la Koutla démocratique et dans la participation active et efficace dans l'élaboration des consensus politiques qu'a connus notre pays, depuis 1974 jusqu'à aujourd'hui, entre l'institution

monarchique et les forces politiques, que cela fût à partir de son positionnement dans l'opposition où dans la majorité gouvernementale.

Or, les fissures internes qu'a vécues la Koutla démocratique comme cadre unitaire, à cause de divergences subjectives entre les partis de l'Union Socialiste et de l'Istiqlal, ont paralysé l'action et le dynamisme de la Koutla, avant de conduire à son enterrement définitif, dans un contexte politique pourtant positif, marqué par l'adoption, presque à l'unanimité, d'une nouvelle Constitution, très avancée, particulièrement en matière des droits. Le manque de clairvoyance de la part de ces deux composantes a privé les forces nationales démocratiques de la possibilité de continuer à occuper les devants de la scène politique et a permis l'émergence de forces politiques à référentiel religieux. Et au lieu de tirer les enseignements de cette expérience et d'œuvrer à rattraper les erreurs et à surmonter les problèmes, ces deux partis sont malheureusement entrés dans un processus de querelles et de surenchères populistes, loin de leurs positions historiques et militantes.

2- Croissance et diversité du phénomène de l'Islam politique

Devant cette situation, les courants au référentiel religieux ont pris une place plus forte dans les champs politique et social. Mais ce ne sont pas des mouvements ou des partis religieux dans le vrai sens du terme, leur expansion ne résultant pas de leurs éventuels efforts et apports intellectuels mais plutôt de circonstances pratiques objectives, dont principalement l'échec des projets de développement du pays et la crise de la gauche. L'avènement d'une direction religieuse à la tête de la révolution iranienne, surtout à ses débuts, la croissance de l'idéologie fondamentaliste et le soutien fourni par les forces impérialistes à ces courants religieux pour contrer les aspirations d'émancipation des peuples, sont tous des facteurs qui ont favorisé cette influence ascendante.

En plus de ces facteurs qui ont favorisé la croissance et l'enracinement de ces organisations il faut également rappeler le rôle de l'échec du système éducatif national et l'exploitation politique faite par ces courants religieux d'idées et de préjugés qui existent effectivement dans notre société.

Notre Parti ne prend pas une position de principe contre les mouvements à référentiel religieux, mais arrête ses positions à leur égard à la lumière de leurs attitudes et positions à l'égard des causes de la société et du changement. C'est ce qui explique notre participation aux deux gouvernements dirigés par le Parti de la justice et du développement, sur la base

d'un programme gouvernemental consensuel négocié, fondé essentiellement sur le respect des libertés individuelles et collectives et sur les acquis constitutionnels, dont le référentiel universel et moderniste.

Et il serait erroné de juger la pratique politique de la religion comme, dans l'absolu, conservatrice et réactionnaire ou progressiste et révolutionnaire, étant donné la diversité de ses formes concrètes et de ses manifestations pratiques. C'est pour cela que nous ne mettons pas tous les mouvements à référentiel religieux dans notre pays au même niveau. *

3- Les partis liés à l'Administration

« L'oligarchie », dominante depuis son apparition, n'a pas pu se doter d'expressions politiques organisées et indépendantes, vu qu'elle est composée de catégories différentes, aux activités économiques diverses (financières, industrielles, agricoles, rentières ...) et aux intérêts différents. Ces partis « administratifs » ont été créés dans l'entourage des autorités et certains d'entre eux se sont développés dans un processus de falsification flagrante des élections et de fabrication des cartes politiques. Ils se sont distingués par leur propension à l'autoritarisme et au contrôle de la société, de l'évolution démocratique et des libertés. Et nous les jugeons justement à la lumière de leur pratique politique et à l'aune de nos valeurs et de nos programmes.

Ils accordent la priorité principalement au développement des richesses personnelles et familiales, au détriment même des intérêts qu'ils ont en commun avec la classe sociale à laquelle ils appartiennent, vu que c'est la raison même qui a présidé à leur création.

Devant leur incapacité et l'absence même de volonté en leur sein, l'Etat a veillé, depuis l'indépendance politique du pays jusqu'à aujourd'hui, à intervenir pour inciter et encourager quelques personnalités, à des époques historiques différentes, pour créer de nouvelles organisations en mesure de défendre les intérêts de cette « oligarchie », sous forme de partis politiques, et pour meubler le champ politique d'expressions politiques et d'« opposition », différentes des visions et des propositions de la Gauche et des forces nationales. Cette situation renforce l'ambiguïté et le manque de clarté qui dominent le champ politique, vu la faiblesse de la production intellectuelle autonome de ces catégories qui appartiennent à « l'oligarchie », ce qui n'aide pas à clarifier leur identité et leur positionnement réels.

4- Les manifestations de protestation, spontanées et non spontanées

Devant ce que connaissent parfois les champs social et politique comme pressions et incertitude des horizons, et devant le recul important des forces de gauche surtout dans le champ social, des mouvements spontanés et non spontanés, bien que limités jusqu'à présent, ont commencé à apparaître dans les villes, suite à des événements et des faits de société locaux, qui constituent la première étincelle et le prétexte pour sortir dans la rue, et qui ne tardent pas à prendre des formes plus ou moins organisées, en dehors du cadre des partis politiques. Ce phénomène, qui est apparu avec le « mouvement du 20 février » au début du siècle actuel, se répète de plus en plus et à des intervalles rapprochés.

Même si les réseaux sociaux sont devenus un levier important, qui aide à la mobilisation et à l'exacerbation des sentiments, il est devenu impossible pour les autorités et pour les acteurs politiques et syndicaux de fermer les yeux sur ce qui s'y passe, parce qu'ils révèlent sans doute l'expression de l'aggravation d'une situation sociale qui est restée sans remède et renseignent sur la nécessité de revoir l'efficacité de l'encadrement politique et social dans notre pays.

Certes, il est vrai que toute action spontanée porte en elle ses limites, mais nous ne pouvons en tant que force militante de gauche ne pas nous interroger sur les causes de l'apparition de ce phénomène pour en tirer les leçons nécessaires avant qu'il ne soit trop tard. Nous devons veiller à rester suffisamment vigilants pour interagir positivement avec ce phénomène, pour éventuellement l'encadrer assez rapidement, parce qu'il n'est pas possible de transformer une lutte spontanée en large lutte sociale si nous ne connaissons pas de manière précise ses causes et si nous n'œuvrons pas à élever le niveau de conscience politique de ses initiateurs.

5- Les organisations de la société civile : Une influence inégale

Depuis sa création, notre Parti a œuvré pour encourager les diverses initiatives, à l'intérieur comme à l'extérieur, visant à fonder des associations dans la société civile. Il est profondément convaincu de leur importance pour défendre les diverses revendications sociales légitimes de la population et pour contribuer à proposer des solutions à ses problèmes, en tant qu'organisations non gouvernementales faisant l'équilibre face à toute tentative de l'Etat d'exercer son hégémonie sur la société et de la démanteler, sans que cela

soit par ailleurs un obstacle à ce que l'Etat joue son rôle dans le maintien de l'ordre public et l'arbitrage entre les divers et principaux intérêts en présence.

La société civile fait l'objet, dans notre pays, d'une lutte entre diverses forces politiques et idéologiques contradictoires, dont les forces de l'islam politique, qui convergent à utiliser la société civile dans leur affrontement avec le monopole exercé par l'Etat et ses appareils dans l'usage de la force et le pouvoir de décision. C'est pourquoi il serait erroné de considérer que la « société civile » ne serait qu'un simple « incubateur » d'idées et de valeurs civiles et « terrestres » qui refléteraient l'espace public sans l'espace privé, chargé d'une conscience religieuse, sincère ou artificielle.

6- Le phénomène de la désaffection à l'égard de l'action politique

La désaffection des citoyens et des citoyennes à l'égard de la participation active dans la vie politique nationale et dans les batailles électorales a été l'une des plus importantes caractéristiques de l'action politique durant les deux dernières décennies. Cette désaffection est certainement liée aux pouvoirs limités des diverses institutions représentatives, à la déconsidération de l'action politique, à l'affaiblissement des partis politiques, aux pratiques des différents acteurs politiques, à l'ingérence des autorités lors des opérations électorales au profit de certaines parties et contre d'autres, au recours illégal à l'argent lors des élections et aux pratiques de corruption politique et d'exploitation des institutions représentatives pour s'enrichir illicitement, sans parler de la situation économique et sociale difficile de la majorité des citoyens, qui les pousse, surtout les jeunes et les cadres, à considérer que la bataille démocratique est secondaire.

7- La difficulté de différenciation et la nécessité de la clarté idéologique

Dans l'étape historique que traverse notre pays, qui est une étape de l'édification de l'Etat national et démocratique moderne, souvent les positions des différentes forces sociales et politiques, malgré leurs divergences et leurs contradictions, s'entrecroisent et convergent pour la réalisation de certaines tâches et de certains besoins. Cette situation provoque alors la confusion et l'embarras, surtout lorsque les partis politiques de l'Administration (de droite) présentent leurs « programmes » pendant les campagnes électorales, prétendant être « au service des citoyens pour résoudre les problèmes de l'éducation, de la santé, de l'emploi, du logement ... », occultant leur référentiel idéologique et leur positionnement social dans le but

d'attirer les voix des citoyens, surtout les pauvres, sans parler du recours illicite à l'argent pour l'achat des consciences. Ces pratiques poussent de larges couches populaires à croire, vu leur faible niveau de conscience politique et la faiblesse du débat public, que tous les partis se ressemblent.

De même, l'ouverture des partis de gauche, pour des raisons subjectives, sur des potentialités électorales dont certaines n'ont pas de formation politique et qui ne sont pas nécessairement appelées à épouser l'identité de ces partis et leur référentiel idéologique, peut conduire à ce que ces élus adoptent des positions proches de celles des forces politiques de droite, sans parler des déviations comportementales et éthiques qui peuvent parfois atteindre le corps électoral de gauche.

Tous ces facteurs conjugués n'aident pas à la nécessaire différenciation politique entre les divers acteurs politiques pour que le citoyen appréhende l'identité réelle de chacun d'entre eux.

Ces pratiques et cette situation portent préjudice principalement aux forces politiques de la gauche, limitent leur influence et compliquent leur tâche pour communiquer avec les citoyens et les éclairer, sachant que notre lutte pour la clarté idéologique est notre outil pour conscientiser, faire bouger et mobiliser les masses pour réunir les conditions nécessaires du changement. Or, on ne peut faire cela seulement pendant les campagnes électorales où à de rares occasions conjoncturelles. C'est une action quotidienne et une tâche inhérente à tout militant ou militante de notre Parti. Nous devons nous en acquitter à travers des moyens divers et adaptés aux couches sociales concernées. Ce n'est pas seulement une question de connaissance et de compréhension, mais aussi de principes, de valeurs et de comportements nouveaux. Ceci ne se réalisera que dans le cadre du combat des idées et de l'autocritique, en plus de l'action politique de masse.

CHAPITRE IV

LA NECESSITE D'UNE REFLEXION PROFONDE ET D'UN EFFORT CONTINU POUR APPORTER UNE REponse A LA QUESTION DU SENS D'ETRE SOCIALISTE DANS LE MAROC D'AUJOURD'HUI

Dans un contexte international qui a connu, lors des deux dernières décennies du siècle dernier, des luttes politiques et des crises économiques et sociales importantes, emportant ce qui s'appelait le « camp socialiste » et ouvrant la voie aux systèmes capitalistes mondiaux pour étendre leur emprise hors de leurs territoires et exercer leur hégémonie sur le reste des pays du monde, la gauche mondiale a vécu une crise sans précédent. La question sur « le sens d'être socialiste dans le Maroc d'aujourd'hui » devenait alors légitime et inévitable.

Pour notre Parti, être socialiste aujourd'hui c'est s'approprier une vision de la justice sociale et de l'égalité qui ne se fonde pas uniquement sur « l'équilibre » juridique ou l'égalité des chances, mais s'appuie sur la lutte pour abolir les causes objectives de l'injustice, de l'exploitation et de l'asservissement. Et il ne s'agit pas de nier les disparités entre les hommes mais de supprimer leurs causes inhérentes à l'exploitation et de renforcer la dignité humaine.

Le socialiste aujourd'hui est celui qui, face à la réalité, se fixe des tâches précises qui correspondent à cette réalité et visent à la changer le mieux possible. Il lutte pour réaliser ce changement avec tous les moyens possibles, tenant compte dans cette lutte des priorités dans ces tâches, en vue de l'étape suivante.

Le socialiste aujourd'hui est celui qui appréhende la réalité dans sa dynamique et qui puise dans l'apport de la pensée socialiste et de ses dimensions méthodologiques, en continuant à renouveler ses sources et à s'inspirer des références pratiques, intellectuelles et thématiques contemporaines et à profiter des multiples expériences humaines, avec leurs aspects positifs et leurs aspects négatifs, loin de « l'absolutisme » et de la pensée unique, ouvert aux apports intellectuels dans leur diversité.

Le socialiste est celui qui ne se contente pas de l'analyse et de l'explication mais innove dans la recherche des solutions à apporter aux problématiques posées, à la lumière de son référentiel, et s'approprie la cause de l'environnement et de sa défense.

1- Rejet du dogmatisme, des modèles prêts à l'emploi et de la momification de la pensée

Notre Parti n'a jamais pris ses décisions politiques uniquement sur la base de ses principes, sans prendre en compte les circonstances réelles dans lesquelles il devait mettre en œuvre sa ligne politique et sans être conscient que cette même ligne politique pouvait être erronée dans d'autres cas, en fonction d'autres circonstances.

Notre Parti combat en permanence l'immobilisme et la léthargie intellectuels et refuse le recours aux formules théoriques uniques dans des actions sociales diversifiées, sans prendre en considération les spécificités de chaque situation. Il se fonde sur les réalités concrètes et évite les préjugés, parce que nous avons très tôt pris conscience que le Parti devait être l'enfant de son milieu, ne pas traîner en permanence un discours figé, se dresser avec la fermeté nécessaire contre le dogmatisme et l'extrémisme, explorer les divers domaines en passant de l'unique au multiple, du certain au possible, de l'absolu au relatif, sans se limiter à l'analyse et à l'explication, mais en devant jouer un rôle innovateur, apte à formuler une nouvelle vision de la justice sociale.

2- La voie nationale vers le socialisme

Les principes généraux du socialisme en tant que forme d'organisation sociale, nouveaux rapports sociaux, juste répartition des richesses et en tant que valeurs et idéaux humains, constituent la composante principale de l'identité du Parti. Cela a toujours été affirmé et confirmé dans tous ses Congrès nationaux. Mais nous ne nous sommes jamais contentés de le proclamer. Nous avons toujours veillé à mener une réflexion collective et novatrice, en l'inscrivant dans son environnement concret pour qu'elle soit en harmonie avec les réalités de notre pays et avec les conditions de son évolution historique. Nous considérons que l'identité du Parti ne se compose pas uniquement des principes du socialisme mais puise aussi dans ce qui est radieux dans notre patrimoine arabo-musulman et dans les avancées intellectuelles, scientifiques et objectives que l'humanité a connues jusqu'à nos jours, afin de libérer l'humanité de toute les formes d'exploitation et d'asservissement.

Les progrès scientifiques et technologiques, et particulièrement la révolution globale dans les domaines de la communication et de l'informatique, ont bousculé et développé le concept des forces productives et le concept de la valeur, avec ce que cela induit comme évolution dans le concept de classe ouvrière qui n'est plus la classe ouvrière dans son acception traditionnelle mais qui s'est élargie à de nouvelles forces, sans oublier la nouvelle exigence de l'intégration de la dimension environnementale et écologique comme composante essentielle. En effet la nature, qui est la source de la continuité de la vie, est de plus en plus détruite et menacée par le capitalisme.

L'identité socialiste et écologiste de notre Parti n'est pas une identité renfermée sur elle-même, mais elle est de nature relationnelle interactive. Le développement et l'interactivité de notre identité ne l'effacent pas mais l'enrichissent et en font une valeur dynamique et non pas une valeur figée et stagnante.

3- La dimension écologique du socialisme

Le Parti du progrès et du socialisme considère que la lutte écologiste n'est pas moins importante que la lutte pour le droit au travail et à la juste répartition des richesses, parce que le capital sauvage qui exploite les forces humaines productives est celui-là même qui exploite la terre et la nature comme force productrice et, ce faisant, détruit en même temps le droit de l'Homme à la vie.

Le capitalisme, dans sa forme consumériste pure, ne peut augmenter ses bénéfices rapidement ou travailler mieux avec moins de ressources parce qu'il repose, dans son essence même, sur les principes essentiels de la multiplication des bénéfices et sur la liberté et la rapidité de circulation des capitaux de façon à lui garantir le plus grand et le meilleur gain possible. Ce qui n'est pas compatible avec les exigences de sauvegarde de l'environnement écologique et de son renouvellement dans le cadre du développement durable.

C'est ce qui explique le lien étroit entre la lutte écologique et les principes socialistes, même si les « théoriciens » du capitalisme tentent d'envelopper leurs projets de la couleur « verte » écologique, en propageant des concepts tels que « la responsabilité sociale de l'entreprise » ou « l'incitation à l'utilisation des énergies renouvelables », dans le but de se l'approprier et de la vider de sa substance, en l'ajoutant à leur lexique trompeur, sans changer en rien les modes de production pollués.

Sans parler de l'obsolescence programmée, du transfert de la pollution consubstantiel aux transferts de capitaux à destination des pays se caractérisant par un faible coût de production et garantissant de gros bénéfices.

CHAPITRE V

LA NECESSITE D'UNE ANALYSE APPROFONDIE DES DEVELOPPEMENTS QUE CONNAIT LA SOCIETE MAROCAINE

1- Les transformations démographiques et leurs répercussions sur le changement du mode de vie urbain

Le rythme rapide de la croissance démographique dans les centres urbains au Maroc a connu une augmentation annuelle de 4%, nettement au-dessus de la moyenne mondiale, qui se situe à 1,5%. Ce rythme explique que la population des villes marocaines se soit multipliée et soit passée de 26% en 1950 à près de 60% en 2016. Cette évolution nous interpelle en tant que Parti démocratique et moderniste, notamment par rapport aux résultats que nous avons obtenus dans les villes lors des opérations électorales de 2015 et 2016. Il nous interpelle aussi sur notre capacité à assimiler ce que connaissent ces espaces comme transformations structurelles profondes, qui se manifestent notamment dans l'élargissement et la complexité d'accès à leurs services et dans les conditions de vie commune en leur sein, surtout avec l'apparition de valeurs et de comportements nouveaux, propres aux diverses catégories sociales qui y vivent, dont surtout la jeunesse.

Cette évolution a fait émerger de nouvelles attentes chez les citoyens et les citoyennes, surtout dans les domaines de l'emploi, du logement, du transport, de la culture et de la gouvernance de ces villes, avec ce qui accompagne cela au niveau des disparités sociales et de la sécurité, auxquelles nous n'avons pas pu, malgré tous les efforts déployés, apporter les réponses adéquates.

Par conséquent, il est devenu impératif pour le Parti et ses organisations, à tous les niveaux, de relever le défi et d'accorder un intérêt extrême au traitement de cette problématique. Notre Parti doit s'enraciner dans son environnement social urbain, se mobiliser et s'ouvrir à l'égard de toutes les potentialités internes et externes, en s'appuyant sur toutes les données et les études sérieuses menées, pour mieux comprendre ce qui se

passer, et organiser la présence et l'action du Parti, dans le cadre de programmes militants, avec les méthodes, les moyens et les compétences appropriés, pour relever ce défi qui conditionnera l'avenir de notre Parti.

2- L'obligation de déployer les efforts nécessaires dans l'analyse de la structure des classes dans la société marocaine

Depuis sa fondation, notre Parti n'a pas cessé, à travers ses multiples congrès et ses activités scientifiques et politiques, d'accorder un intérêt central à l'étude et à l'analyse de la structure économique et sociale de la société marocaine et à l'évolution des rapports sociaux dominants. Il a toujours cherché à appréhender les contradictions qui le caractérisent et à en saisir celles considérées comme principales et celles secondaires, afin d'orienter ses luttes, en liaison avec ce que permettent les conditions objectives et subjectives de l'étape historique en question, accompagnant et scrutant ce qui est nouveau et ce qui se développe et non seulement ce qui existe au moment présent mais aussi ce qui en naîtra demain.

Le renouvellement de notre analyse de la structure des classes sociales dans notre société actuelle est l'une des tâches urgentes auxquelles doit s'atteler notre Parti, après la tenue de son Xe Congrès, vu la complexité de l'évolution de la société marocaine, la confusion et le manque de clarté qui entourent cette question, afin de clarifier les choses et d'armer la conscience et la volonté collectives dans la voie du changement espéré.

Le développement économique, dans le cadre des contraintes objectives et subjectives de la situation dans notre pays, sans parler d'une situation économique marquée par le caractère marchand et rentier est, d'une part, dominé par l'hégémonie d'une classe oligarchique qui profite de l'essentiel des richesses produites et, d'autre part, conditionné par des relations de dépendance à tous les niveaux, consacrée par le biais d'accords de libre échange avec plusieurs pays et qui enregistrent pour la plupart un déficit de la balance commerciale marocaine.

Cette orientation a conduit à l'affaiblissement de la bourgeoisie nationale et de son rôle politique et économique du fait des crises que connaissent la plupart des secteurs industriels et qui se traduisent par la fermeture de plusieurs usines, le licenciement de milliers de travailleuses et de travailleurs et l'aggravation du chômage et de la marginalisation.

Ainsi, la contradiction principale met la majorité du peuple marocain (bourgeoisie nationale, couches de petite et moyenne bourgeoisie, ouvriers, paysans pauvres, marginaux ...) en opposition avec « l'oligarchie » et ses alliés.

L'intérêt national requiert le changement d'orientation, à travers l'exercice souverain du pouvoir de décision et la mise en oeuvre de réformes profondes dans les structures ; des réformes, de nature à mobiliser les ressources nationales au service du développement durable. Ces réformes devraient s'appuyer sur les potentialités de notre pays et qui font de la recherche scientifique et technologique une priorité, en intégrant de manière intelligente ce que l'Humanité a obtenu comme résultats dans les sciences, les techniques, les industries et les nouvelles technologies de l'information ... L'intérêt national requiert aussi la participation démocratique et active, consciente et organisée, des larges couches de notre peuple, à travers une mobilisation continue et non seulement circonstancielle. C'est là la seule orientation à même de permettre la résolution des problèmes sociaux dans un délai raisonnable.

3- La nécessité d'accompagner les transformations que connaît le monde du travail

Notre Parti, en harmonie avec son positionnement social, accompagne l'évolution du monde du travail et les transformations profondes qu'il connaît, notamment dans les secteurs de la production et des services, du fait de son intégration des technologies numériques, des systèmes informatiques et des outils électroniques, qui requièrent une main-d'œuvre peu nombreuse et qualifiée.

Cette évolution a limité relativement la main-d'œuvre dans l'industrie, les services et l'agriculture dans les relations de production dans notre pays et annonce le développement croissant du contenu intellectuel dans le travail, ce qui présage du rôle futur dans le processus de production que les catégories de travailleurs qui maîtrisent l'informatique et les nouvelles technologies auront à jouer, dans un proche avenir, à tel point que l'on commence déjà à parler de « cognitariat », à l'instar du « prolétariat ».

C'est pourquoi, devant ce phénomène, qui est encore au stade embryonnaire dans notre société, notre Parti doit être attentif et doit accompagner sur la base de l'analyse ce qui se passe dans le monde du travail, afin d'éclairer son action et d'adapter les formes de sa lutte dans le ciblage qui convient en direction de cette catégorie montante des travailleurs salariés.

PARTIE II

LE PARTI DU PROGRES ET DU SOCIALISME ET LE PROCESSUS POLITIQUE

Cette partie sera consacrée à l'effort analytique du Parti pour appréhender les développements de la vie politique, à travers son interaction avec elle, en passant par la question constitutionnelle et la centralité de la question de l'unité territoriale, et en s'arrêtant sur la question de la participation du Parti au gouvernement depuis près de deux décennies ainsi que sur la carte politique marocaine, ses composantes et les relations qu'elles entretiennent entre elles.

CHAPITRE I

LA NECESSITE D'UN REGARD CRITIQUE SUR LE PARCOURS DU PARTI A L'EGARD DE LA CHOSE POLITIQUE

Il s'agit, dans ce chapitre, de rappeler quelques concepts fondamentaux, comme le Parti s'est accoutumé à le faire à l'occasion de la rédaction des documents politiques de ses congrès successifs, notamment lors des VIIIe et IXe Congrès. Plus particulièrement, ce rappel concernera les questions liées au processus démocratique et à la question du « compromis historique », à la question des accords et des alliances et à la question de la dialectique de la stabilité et des réformes.

Le processus démocratique est en effet un concept normatif, que le Parti a innové au milieu des années soixante-dix du siècle dernier, pour la sortie du pays du cycle de la violence, de la crispation, de l'instabilité et de l'absence de démocratie et pour le constat et l'analyse

d'une dynamique politique nouvelle qui coïncidait avec l'unanimité nationale autour de la question de la récupération du Sahara marocain.

Le concept de « processus démocratique » renvoie théoriquement à une méthodologie non linéaire ; il renvoie à une dynamique dialectique qui connaît un mouvement de flux et de reflux, en fonction des rapports de forces en présence, entre les forces démocratiques et progressistes, d'une part, et les forces conservatrices et réactionnaires, d'autre part. Et c'est la caractéristique de l'essence même de l'action politique : des hauts et des bas, des avancées et des reculs, et non pas une ligne droite. Le cours du « processus démocratique » connaît en effet des étapes de développement et d'autres de « freinage », sinon de reflux, et de ces reflux naissent souvent plus tard des succès, l'Histoire ne s'arrêtant pas, parce qu'elle est une structure dialectique infinie.

C'est également le cas du « compromis historique » et des « consensus », dont la finalité est la recherche de solutions médianes aux antagonismes et divergences, permettant aux partenaires de travailler ensemble sans être nécessairement en accord absolu.

Quant aux « consensus », c'est une méthodologie adoptée par les partenaires qui laissent leurs divergences de côté pour travailler la main dans la main dans une étape historique donnée, sachant que le « consensus » n'est pas « l'unanimité », qui signifie un accord total et sans aucune divergence.

Et c'est dans ce cadre que doit être envisagée la question des « alliances », que le Parti considère, pour rappel, comme fondée sur une approche dynamique et non pas figée, car il s'agit d'une question incontournable dans le cadre de la carte politique et partisane marocaine, vu que la sociologie électorale dans notre pays ne permet pas l'apparition d'un parti politique qui pourrait jouir de la majorité absolue. Ce qui implique impérativement la recherche d'une majorité composée de plusieurs partis divers (la diversité peut être relative ou forte, en fonction des circonstances). C'est d'ailleurs ce qui s'est passé depuis 1998 jusqu'à nos jours.

Enfin, parmi les questions essentielles qui fondent l'approche du Parti dans son encadrement de la chose politique il y a sa foi dans la dialectique de la stabilité et des réformes, c'est-à-dire dans la nécessité historique et impérieuse de la stabilité, qui ne tient bien qu'en symbiose avec la logique de la réforme, qui doit concerner la pratique politique, administrative, économique et sociale, dans un environnement régional trouble.

Tous ces concepts encadrant l'action politique ont été expérimentés depuis près de quarante années et la réalité en a confirmé la justesse ; ce qui conforte profondément le Parti dans ses convictions à ce sujet.

CHAPITRE II

OU EN SOMMES-NOUS DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONSTITUTION DE 2011 ?

1- La Constitution et sa charge politique

Le Parti du progrès et du socialisme a adopté, dès le premier instant, c'est-à-dire dès le discours royal du 9 mars 2011, une position positive à l'égard de la question de la réforme constitutionnelle, fidèle en cela à ses positions antérieures pour la réforme de la Constitution de 1996 et la consolidation du choix démocratique, et s'appuyant sur la forte teneur réformiste et la dimension moderniste prometteuse du discours royal précité, et sur ce que cette réforme profonde que la loi suprême allait apporter.

Il convient de rappeler ici que le Parti a adopté de manière systématique une attitude positive sur la question de la réforme constitutionnelle depuis 1992 (à la différence des autres composantes du mouvement démocratique et progressiste marocain), en passant par la Constitution de 1996 jusqu'à la Constitution de 2011 que le Parti a considérée, vu sa forte charge rénovatrice, comme la véritable deuxième Constitution du Royaume (et non pas la sixième si on retient le simple classement chronologique). C'est, en effet, une loi suprême dont la rédaction a été le fruit de larges consultations, qui ont impliqué les diverses composantes du champ politique, syndical et social marocain, et qui a introduit des réformes substantielles, que le Parti a saluées en toute sincérité à ce moment-là.

Le Parti du progrès et du socialisme considère que la Constitution de 2011 est un acquis précieux dont il convient d'être fier pour la charge réformatrice qu'elle a apportée et pour l'engagement de sa mise en oeuvre pratique, qui a commencé, même si, paradoxalement, cette mise en oeuvre de ses dispositions, dans leur esprit et leur lettre, reste assez lente, au niveau de toutes les pratiques politiques et institutionnelles.

Cette lenteur peut être constatée d'abord au niveau du chapitre des droits économiques et sociaux. Le citoyen ressent cette lenteur dans son vécu quotidien et regrette que les

promesses contenues dans la nouvelle Constitution ne se traduisent pas encore concrètement dans sa vie quotidienne.

Ensuite, cette lenteur peut être enregistrée au niveau des principes et des institutions relatives à la bonne gouvernance. La Constitution, bien qu'elle ait apporté un ensemble conséquent de facteurs de rénovation dans ce domaine (celui des principes, des institutions et des pratiques), il reste indéniable que, même si la mise en œuvre a commencé, cette opération reste hautement tributaire des pesanteurs du champ politique marocain, et avance à un rythme trop lent, sans motif raisonnable. Beaucoup d'institutions, soit n'ont même pas été mises en place, soit leurs structures n'ont pas été renouvelées, alors que la Constitution les dénomme dans son Titre XII (article 160) : « Les institutions et instances de protection des droits et libertés, de la bonne gouvernance, du développement humain et durable et de la démocratie participative »

Enfin, cette lenteur apparaît également au niveau des principes de la parité, de la solidarité et de l'exercice des libertés et des droits, car la politique réformatrice et volontariste de l'Etat dans ces domaines, et dont la consécration a requis des révisions radicales, ne sont encore qu'à mi-chemin sur la voie de la réalisation des objectifs recherchés.

La lenteur qui caractérise la mise en œuvre de tous ces chantiers donne l'impression qu'il existerait une sorte de réticence dans la concrétisation des engagements de la Constitution de 2011 à travers des politiques à exécuter effectivement sur le terrain, sachant que le Parti du progrès et du socialisme n'est pas convaincu de cette thèse, du moins en ce qui concerne les décideurs stratégiques, dont l'engagement officiel atteste de leur attachement à l'Etat de droit et des institutions.

Partant de là, notre pays a un besoin impérieux aujourd'hui à ce que l'Etat et les différents partenaires du champ politique tiennent à ce que l'opération réformatrice reprenne avec plus de volontarisme, en commençant par la mise en œuvre des différentes dispositions de la Constitution, dans leur esprit et leur lettre.

2- La Constitution de 2011 et la dialectique de la rupture et de la continuité

La valeur ajoutée de la Constitution de 2011 a été que grâce à la procédure suivie dans sa rédaction, elle a réussi à réaliser une heureuse synthèse qui a favorisé un consensus politique très fort, et qui a permis par la suite de traverser de manière efficace et au moindre coût les turbulences engendrées par ce qui a été appelé « printemps arabe ».

Ses rédacteurs ont réussi en effet à bien maîtriser la dialectique de la rupture et de la continuité, dans la mesure où la teneur conceptuelle, morale, culturelle, politique, institutionnelle et juridique de la Constitution est très riche. Elle a puisé ses significations profondes dans la richesse de la culture politique marocaine qui est capable d'assimiler des composantes aux référentiels divers dans une coexistence constructive. Et c'est précisément grâce à cette sagesse que la Constitution marocaine peut mieux que d'autres produire cette énergie créative qui conjugue les atouts de la légitimité royale et de la légitimité démocratique. Et c'est ce qui pousse certainement le Parti du progrès et du socialisme à avoir confiance dans la Constitution de 2011 comme fruit consensuel avancé, qui associe la légitimité royale rénovée (la continuité) et la légitimité démocratique électorale (la rupture) dans l'élaboration d'un modèle politique national qui développe un régime démocratique avancé, fondé sur l'Etat des institutions et des droits démocratiques.

3- Le besoin d'adaptation du modèle politique marocain pour la poursuite de la réforme

A l'instar du « modèle économique », le modèle politique marocain, malgré ses contributions dans la consolidation des fondements de la stabilité et son aptitude au début des processus de l'édification démocratique, a montré quelques défaillances qu'il convient de prendre en compte, afin de corriger, sans tarder, ce qui doit être corrigé.

Le modèle politique marocain est un bloc composé de facteurs intellectuels, philosophiques, éthiques, juridiques, politiques, institutionnels, économiques, sociaux et constitutionnels, tels des affluents qui versent dans un seul et grand fleuve qu'on appelle « modèle politique ». Evidemment, ce dernier porte l'empreinte de chacun de ces affluents qui l'alimentent et qui contiennent les « gènes » de l'étape historique actuelle, l'étape de la transition démocratique encore inachevée, dans le contexte d'une transition démographique et sociale qui, pour sa part, influe sur l'image du pays et sa dynamique continue.

C'est ainsi que le modèle politique national est empreint par les caractéristiques de la réalité dialectique, pleine de contradictions, où coexistent des facteurs positifs et d'autres négatifs. Ce qui le rend ouvert sur plusieurs donnes, qui peuvent l'habiliter à réaliser encore plus de succès, comme elles peuvent l'exposer à l'arrêt, ne serait-ce que temporaire. D'où le rôle des forces politiques responsables, qui doivent attirer l'attention sur les points de faiblesse et veiller à leur dépassement, avec l'audace et la rapidité nécessaires, dans le cadre de la coopération positive et constructive entre les institutions et les acteurs politiques.

C'est cette approche dialectique qui confère aux analyses du Parti du progrès et du socialisme toute leur sagesse, leur objectivité, leur force et leur potentiel d'anticipation.

CHAPITRE III

LA QUESTION DE LA CONSOLIDATION ET DE L'ACHEVEMENT DE L'INTEGRITE TERRITORIALE DU MAROC, A TRAVERS LE RENFORCEMENT DES FONDEMENTS DE L'UNANIMITE NATIONALE ET LA RELANCE D'UNE DIPLOMATIE PROACTIVE

La consolidation de l'intégrité territoriale du Maroc est une cause sacrée, qui fait l'objet de l'unanimité de la nation, fondée sur une conviction profonde qui ne souffre d'aucune tache, car soutenue par des données historiques que rien ne peut falsifier. La récupération du Sahara marocain en 1975 a marqué le processus politique marocain, en figurant en tête de l'agenda politique national.

Le Parti du progrès et du socialisme réaffirme avec la même conviction nationale profonde son attachement à la marocanité des villes occupées de Sebta et Melilia et des îles avoisinantes, tout en appelant à l'ouverture de négociations avec l'Espagne sur cette question. Ces deux villes occupées par le colonialisme espagnol demeurent au cœur d'une revendication nationale unanime. Le Parti du progrès et du socialisme considère encore que l'unanimité nationale qui caractérise la position des Marocains à ce sujet doit être renforcée et immunisée à travers le renforcement du front intérieur, la poursuite de la promotion des chantiers de développement dans nos provinces sahariennes et la valorisation de la culture hassanie.

Le Parti exprime également son soutien total à la diplomatie de l'ouverture que mène notre pays sous la conduite royale éclairée, et qui a enregistré de nombreux succès dans le continent africain où le Maroc n'a eu que trop de querelles. Ce succès africain vient s'ajouter au grand succès diplomatique réalisé par le Maroc en 2007 lorsqu'il a exposé sa proposition du statut d'autonomie interne, dans le cadre de la souveraineté marocaine. L'opinion publique internationale a salué cette initiative et l'a accueillie avec beaucoup de considération, ce qui a aggravé l'embarras de nos adversaires, qui sont acculés aujourd'hui

dans des positions plus que jamais défensives, après avoir pendant longtemps joui de positions offensives leur permettant de réaliser quelques acquis, qui paraissent bien fragiles aujourd'hui. C'est le Maroc qui se trouve aujourd'hui dans une position offensive, et il faut renforcer cette tendance.

Le Parti considère aussi que les autorités, plus particulièrement celles du Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale, devraient associer de manière effective les différents partenaires politiques pour mettre à profit leur force de proposition et impliquer les acteurs qui appartiennent aux différents organes nationaux dans ce qui ce qu'on appelle la diplomatie parallèle, en soutenant toutes les initiatives qui visent à diffuser le message marocain dans ce domaine. Ce qui requiert également une vigilance permanente, car les adversaires persistent dans leur hostilité envers notre pays. Cette même vigilance doit être présente au sein de l'Etat, de la société et des institutions quant aux impératifs d'immuniser l'intégrité territoriale, la stabilité et la sécurité. Notre Parti saisit cette occasion pour saluer de nouveau les rôles importants que jouent les forces armées royales, et à leur tête leur Chef Suprême, Sa Majesté, le roi Mohammed VI, dans la défense de l'intégrité de notre patrie, ainsi que les autres forces de sécurité, dans la lutte contre le terrorisme et la défense de la sécurité et de la stabilité du pays.

CHAPITRE IV

VINGT ANS DE PARTICIPATION DU PARTI AU GOUVERNEMENT

Vingt années se sont écoulées depuis que le Parti a entamé l'expérience de la participation à la gestion des affaires publiques au sein de gouvernements de coalition, notamment dans le cadre de « l'alternance consensuelle », sous la direction de Monsieur Abderrahman Youssoufi, puis, dans sa continuité, dans le gouvernement de Monsieur Driss Jettou, auquel a succédé une autre équipe gouvernementale sous la direction de Monsieur Abbas El Fassi, avant l'arrivée du Parti de la justice et du développement au gouvernement, sous la présidence de Monsieur Abdelilah Benkirane puis de Monsieur Saadeddine El Othmani.

Aujourd'hui, nous sommes en droit de nous interroger sur la justesse de la position adoptée quant à cette participation, durant ces vingt années, en toute objectivité et avec toute la rigueur nécessaire, loin de toute logique d'autosatisfaction ou, à l'inverse, de dévalorisation, parce que dans les deux cas, on s'éloignerait de la méthodologie analytique, posée et réfléchie, fondée sur la prise en compte des principes et des résultats.

1- Le Parti et la participation au pouvoir exécutif

Le Parti prend toujours ses positions essentiellement à partir d'un référentiel principal, qui considère que le premier critère auquel il doit recourir dans la prise de toute position est qu'elle soit dans l'intérêt du pays et du peuple.

Quant à la question de la contribution à l'action gouvernementale, il faut rappeler que le Parti ne choisit pas, par principe, de se positionner de manière volontaire dans l'opposition.

Par contre, il a le courage de prendre ses responsabilités pour participer au gouvernement chaque fois que les conditions de cette participation et son intérêt pour le pays sont réunies.

C'est sur la base de ces positions que le PPS a choisi de participer à la gestion gouvernementale depuis mars 1998 jusqu'à aujourd'hui, étant entendu qu'il lui revient d'en évaluer les aspects positifs et négatifs.

Ce que le Parti a gagné a consisté à mettre son capital militant et cognitif au service de l'enrichissement du programme gouvernemental et de son développement, aux côtés des autres forces participantes, surtout dans des secteurs tels que : l'éducation nationale, l'agriculture, l'enfance, les affaires sociales, la communication, l'habitat et l'urbanisme, la santé, la culture, l'emploi, la formation professionnelle et l'eau. Le Parti du progrès et du socialisme a montré en effet pendant ces deux décennies qu'il était un parti non seulement armé de principes et de valeurs nobles, dont aucune action gouvernementale ne peut se passer, mais qu'il disposait aussi un excellent réservoir de compétences.

De même, il convient de souligner à ce sujet que la contribution du Parti du progrès et du socialisme à l'équipe exécutive a apporté une valeur ajoutée à l'image du Maroc, considéré désormais comme un pays engagé sur la voie d'une démocratie naissante, contribuant ainsi au succès de l'alternance dans la gestion des affaires publiques, et par là-même, à la consolidation des fondements de la stabilité. Et le Parti ne peut qu'exprimer sa fierté d'avoir sa part dans ce service rendu à la patrie.

Cependant, et malgré tout cela, il n'est pas question de dépeindre la réalité tout en rose. La vérité requiert de s'arrêter aussi sur notre faiblesse, en tant que famille de pensée et d'action politique, devant la lenteur que connaît le processus d'édification de la démocratie politique et de la justice sociale ; deux chantiers sur lesquels influent d'autres volontés politiques, différentes des volontés et du référentiel du Parti.

En plus de cette lenteur, il faut reconnaître que le positionnement du Parti dans le gouvernement durant ces deux décennies a ancré au sein de l'opinion publique nationale en général et parmi certaines forces sociales, en particulier celles traditionnellement attachées au Parti, une image stéréotypée et étriquée, qui voudrait en résumé signifier que le Parti aurait renoncé durant cette période aux luttes qui étaient les siennes quand il était dans l'opposition.

En fait, il apparaît que le Parti n'a pas bien conduit sa politique de communication, notamment en montrant que la participation au gouvernement n'est pas moins un autre front de lutte et de combat, caractérisé, comme tous les autres fronts de lutte, par des succès et des échecs. Mais cela ne nous dispense pas de l'obligation de reconnaître, également, que le Parti n'a pas fait, à travers ses structures et ses outils, suffisamment d'efforts pour encadrer les luttes des masses populaires, dans leurs diverses expressions.

2- Dans le contexte d'une réalité politique complexe, la décision de la participation a été juste

La vérité impose de reconnaître que la réalité politique marocaine est une réalité complexe. Elle est sous l'emprise d'une carte politique d'une extrême complexité, caractérisée essentiellement par l'existence de partis politiques de natures diverses, dans un contexte de régression des courants de la gauche (dont notre Parti) et de perte de nombreuses positions idéologiques, organisationnelles et électorales, parallèlement au développement des positions des courants de l'islam politique et à l'apparition de nouveaux rôles assignés aux partis nés dans la mouvance de l'Administration.

C'est cette réalité politique qui conditionne la problématique gouvernementale et nous rappelle que l'action politique implique d'agir sur la réalité telle qu'elle est et non pas telle que l'on voudrait qu'elle soit, à condition, évidemment, que l'objectif suprême reste la transformation de cette réalité dans le sens positif, en vue d'améliorer la situation des gens.

C'est sur la base de ces principes-là que le Parti a pris la décision de participer au gouvernement, décision qui fût parfois plus difficile à prendre, plutôt que celle de se replier dans l'opposition, notamment lors de la participation au gouvernement Benkirane.

CHAPITRE V

LA SCENE POLITIQUE ET SES ACTEURS

1- Une réalité complexe encadrée par un arsenal juridique en développement et une pratique démocratique en régression

L'analyse objective de la réalité politique marocaine ne peut que réfuter les jugements absolus qui, sous prétexte du développement de l'arsenal juridique, tendent à nier les lacunes et les carences qui surviennent en cours de route. De même il faut refuser le discours qui, partant des reculs enregistrés ici et là, nie l'orientation générale qui demeure positive.

La valeur ajoutée de notre analyse est justement qu'elle prend la mesure de ce double phénomène de manière méthodique. En effet, qu'il s'agisse du texte constitutionnel ou des lois organiques le complétant, la volonté de parachever l'édification d'un système moderne combinant les accumulations civilisationnelles avec les inspirations des normes de la modernité apparaît avec évidence, bien qu'il soit impérieux d'insister sur le fait que l'étape historique actuelle requiert le respect rigoureux des exigences du succès de la transition démocratique. Ce qui implique le nécessaire respect par l'Etat de ses engagements démocratiques, au niveau de tous ceux qui exercent l'autorité, aussi bien au niveau central qu'au niveau territorial, surtout pendant les périodes électorales, qui ne supportent plus aujourd'hui aucune forme d'ingérence, qu'elle soit directe ou indirecte. C'est là une condition essentielle pour insuffler un nouveau souffle à la participation démocratique, qui pâtit déjà du phénomène de la désaffection et qui n'augure de rien de bon.

2- Un champ partisan qui a besoin d'une autonomisation plus affirmée de la décision politique

L'un des piliers essentiels de l'ordonnement constitutionnel marocain est son option, depuis 1962, pour le multipartisme, avec comme corollaire, la reconnaissance des rôles constitutionnels, politiques, institutionnels et sociaux des partis, notamment à l'occasion de la réforme constitutionnelle de 2011. Cette reconnaissance de principe implique que soient garanties toutes les conditions appropriées pour que les partis politiques puissent s'acquitter

de l'ensemble de leurs missions, dans un climat d'initiative, de liberté et d'autonomie, tant qu'ils respectent scrupuleusement les règles constitutionnelles du Royaume. Tout le monde y sera gagnant, d'abord les partis, ensuite le processus constitutionnel et enfin la pratique démocratique et sa maturation.

L'unique ligne rouge qu'il est défendu de franchir est constituée par les constantes de la Nation, dont les composantes sont passées du nombre de trois à quatre dans le cadre du nouveau texte constitutionnel ; la quatrième constante, celle de « l'option démocratique », s'ajoutant alors aux trois premières (la religion musulmane, l'intégrité territoriale et le régime monarchique).

C'est dans ce sens que la vie partisane pourra compléter et soutenir la vie institutionnelle, qui s'enrichira, avec l'apport de ces partis -dans la diversité de leurs origines et de leurs horizons-, en idées, en énergies, en expériences et en compétences. Et s'ils se trompent, le Maroc demeure un Etat des institutions, dont l'arsenal constitutionnel et juridique dispose de suffisamment de moyens pour corriger cela. Mais si les partis perdent leur propre identité, ils ne serviront à rien, aussi bien sur le plan de la pratique de l'action institutionnelle qu'au niveau des rôles de médiation qu'ils sont censés jouer pour contribuer à surmonter les difficultés quand elles surviennent.

3- Les tensions sociales, à la croisée des chemins du politique et de l'économique

La jeune démocratie marocaine se caractérise par son aptitude à contenir toutes les formes de tension sociale, à travers lesquelles les citoyens expriment leurs inquiétudes et leurs revendications, dans le cadre de la pratique de la liberté d'expression et de manifestation pacifique que consacre la Constitution.

En effet, le Maroc se distingue de plusieurs pays, à niveau politique équivalent, et est cité en exemple dans ce domaine. Cependant, ces manifestations des tensions sociales, qui se sont multipliées ces derniers temps, commencent à être souvent affrontées avec une certaine « nervosité », qui risque d'ouvrir des perspectives qu'on ne peut souhaiter. Il faut accorder l'intérêt nécessaire à ces manifestations, afin d'y mettre fin, tant que les revendications sociales exprimées requièrent un traitement social, pour éviter leur instrumentalisation par ceux dont les agendas politiques sont douteux.

Le Maroc a besoin aujourd'hui d'une nouvelle approche interactive dans la gestion des manifestations pacifiques. Cette approche impose à l'Etat le respect rigoureux des dispositions constitutionnelles et juridiques y afférentes, sans crispation. Comme il impose aux manifestants le respect total des exigences de la manifestation pacifique, loin de la violence, orale ou matérielle, et de tous les actes de provocation qui ne peuvent conduire qu'à aggraver inutilement la tension, vu que la manifestation n'est pas une fin en soi mais plutôt une forme d'expression populaire, pour transmettre des messages déterminés et ouvrir le dialogue, qui reste un des mécanismes essentiels pour une pratique démocratique mûre.

4- Les structures d'encadrement social ont besoin d'un souffle nouveau pour promouvoir le modèle marocain

L'Etat moderne est encadré par deux sortes d'institutions : d'une part, des institutions pour gérer l'exercice de l'autorité et, d'autre part, des institutions, qui ne sont pas de moindre importance que les premières, pour encadrer la société.

Le Parti du progrès et du socialisme considère que les institutions qui encadrent la société, vu le rôle important qu'elles jouent sur la scène sociale marocaine, doivent jouir d'une position privilégiée pour la promotion de la vie sociale et politique démocratique, notamment les partis, les syndicats et les associations non gouvernementales dont regorge la société marocaine. Considérant le dynamisme et le renouveau qu'elles insufflent aux institutions de la bonne gouvernance, elles méritent une attention plus grande de la part des autorités publiques, afin qu'elles puissent jouer efficacement leur rôle, en toute indépendance et en toute responsabilité, dans la promotion du modèle politique et économique marocain.

Par ailleurs, le champ syndical paraît souffrir pour sa part des mêmes difficultés que connaissent les autres structures d'encadrement social. Le syndicalisme, qui est combattu et dont les centrales syndicales sont divisées, est en régression. L'apparition d'un nouveau phénomène, à savoir la création de « coordinations » qui concurrencent l'action syndicale traditionnelle, contribue à son tour à cet affaiblissement. Le Parti du progrès et du socialisme ne peut que réitérer son attachement à l'unité des rangs syndicaux, dans l'optique de l'unification de l'action syndicale et du renforcement de son rôle.

5- La nécessité d'instaurer la confiance entre les institutions pour asseoir l'action politique sur des fondements solides

La vie démocratique dans les pays qui ont développé ce modèle politique éminent se fonde sur le principe du partage du pouvoir entre les principaux acteurs politiques. Car, l'éthique démocratique signifie l'acceptation de l'autre, l'acceptation de sa légitimité, l'acceptation de sa différence, l'acceptation de règles du jeu (« jeu » dans le sens noble du terme), et l'acceptation, finalement, de la coexistence dans un espace commun, au service de l'intérêt général. Ce sont-là les fondements éthiques de la démocratie, qui ne peut être réduite à la seule pratique du « vote », malgré son importance.

Quant au Maroc, le « conflit des légitimités » depuis le début de l'ère de l'indépendance au milieu des années cinquante du siècle dernier, a conduit à un grand malentendu historique, entre la légitimité royale, profondément enracinée dans l'histoire, et la légitimité partisane, acquise dans la lutte contre le colonialisme (même si cette donnée est partagée avec l'institution monarchique, qui a joué son rôle dans ce domaine). Ce « conflit » a conduit en effet à gaspiller un temps politique précieux au lendemain de l'indépendance. De précieuses occasions ont été ratées dans l'édification politique, économique et sociale du pays, et cela jusqu'au début des années soixante-dix, quand fut engagée la lutte pour l'unité territoriale, ouvrant ainsi des horizons prometteurs, dans le cadre de ce que nous avons appelé le « processus démocratique », qui a permis l'édification des ponts entre la légitimité monarchique, la légitimité partisane et la légitimité modernisatrice et démocratique. Le but était alors de fonder ces « ponts » sur la confiance, pour que la politique soit pratiquée sans « arrières pensées » occultes.

Aujourd'hui, et c'est le plus important, la conviction partagée que la légitimité partisane n'est pas en concurrence avec la légitimité monarchique, mais en a plutôt besoin, et que la légitimité monarchique n'est pas non plus en concurrence avec la légitimité partisane, doit prévaloir chez tous. Car les deux légitimités s'unissent ensemble, pour garantir la stabilité, qui est devenue une denrée rare dans la région et qu'il faut préserver avec suffisamment d'intelligence politique et d'ouverture d'esprit. C'est du moins la conviction profonde du Parti du progrès et du socialisme, qui considère que c'est la voie la meilleure pour construire les consensus dynamiques qui ouvrent des horizons devant l'avenir du Maroc et des Marocains, parce que le modèle politique et de développement alternatif doit être consensuel, fondé sur la confiance, ou ne sera pas.

C'est pourquoi, le Parti du progrès et du socialisme compte fermement déployer tous les efforts nécessaires pour contribuer, dans le cadre de son positionnement politique, à concrétiser ces consensus créatifs, fondés sur la confiance.

CHAPITRE VI

QUE FAIRE ? DANS QUELLE PERSPECTIVE ? AVEC QUI ?

LES EXIGENCES DE L'EDIFICATION DE L'ETAT NATIONAL ET DEMOCRATIQUE

1- L'horizon stratégique du Parti du progrès et du socialisme : bâtir des consensus avancés, au service du pays et des citoyens

Le Parti du progrès et du socialisme conçoit sa ligne politique dans une perspective stratégique précise et ne se contente pas d'élaborer des positions tactiques qui répondent à des conjonctures passagères. Car l'absence d'intégration de la dimension stratégique et à long terme dans tout acte politique le vide de tout sens et le transforme en un simple acte mécanique, sans signification ni efficacité. Le Parti considère la dimension démocratique dans son approche politique, la dimension humaine, dans son approche sociale et la dimension du développement dans son approche économique, en se basant sur la méthodologie consensuelle comme la clef de l'efficacité des politiques publiques.

Et si le Parti insiste à ce propos sur le mécanisme du consensus avancé, c'est parce qu'il s'appuie sur l'intériorisation de l'intelligence collective de la Nation, considérant qu'il ne peut y avoir d'avenir pour une approche politique qui ne soit pas acceptée par de larges pans de l'opinion publique. Evidemment, le consensus ne signifie pas l'unanimité mais plutôt une entente générale sur un cadre général, auquel adhère tout le monde, d'une manière positive, autour de ce qui fait l'objet du consensus, tout en préservant le droit de chacun d'avoir des réserves ou des divergences sinon des griefs à formuler. Le consensus ne veut pas dire l'annulation du débat démocratique mais il lui confère plutôt une dose de pertinence et de maturité et l'éloigne des crispations inutiles.

Le Parti pense fermement que c'est la seule approche méthodologique apte à assurer le succès de l'édification de l'Etat national et démocratique, qui permettra d'élargir le cadre de la pratique des droits et des libertés et de se doter des mécanismes de la bonne gouvernance politique, sociale et économique, à travers un usage créatif de la dialectique de

la réforme et de la stabilité, dont le Maroc possède tous les atouts pour la réussir. C'est une approche qui épargne au Maroc les querelles superficielles et stériles et qui garantit le succès dans l'épreuve de la transition démocratique qui, elle-même, se nourrit de cette dialectique. Le Parti insiste fortement sur cette dialectique et invite les diverses forces politiques à l'appuyer.

2- Le Parti du progrès et du socialisme tend la main à toutes les forces nationales sincères qui partagent ses convictions

Loin de tout enfermement sur soi, le Parti tend la main à toutes les forces nationales sincères qui partagent cette foi dans les exigences de la dualité de la réforme dans la stabilité, pour développer la bonne gouvernance et édifier la société de la justice sociale, de la démocratie et de la modernité.

Cette position suppose que la première condition pour construire les ponts de l'action commune est de porter cette conviction de la dualité de la réforme et de la stabilité, qui écarte naturellement tous ceux dont le référentiel exclut cette stabilité institutionnelle et politique, comme elle écarte l'action commune avec ceux qui agissent en dehors des constantes nationales, constantes dont la force référentielle et la solidité juridique sont consacrées par la Constitution. Cette position du Parti écarte enfin tous ceux qui ne souhaitent pas développer la bonne gouvernance dans notre pays et qui ne font pas de la justice sociale leur préoccupation.

Ce sont-là des exigences de principe, qui éclairent le Parti dans sa quête de la réponse à la question « Que faire » ? Car, plus que jamais, il est impérieux d'insuffler un nouveau souffle politique, avec des réformes démocratiques avancées ; un souffle qui soit capable de générer une nouvelle dynamique politique, qui rassure l'opinion publique pour qu'elle retrouve l'enthousiasme qui lui a ouvert plein d'horizons il y a près de vingt ans. Ce qui ne se réalisera qu'avec la reprise des réformes pour l'édification du modèle politique marocain.

PARTIE III

LE PARTI DU PROGRES ET DU SOCIALISME ET L’HORIZON ECONOMIQUE, SOCIAL ET ECOLOGIQUE

Le PPS a accompli de multiples accumulations en matière d’analyse économique de la réalité marocaine avec ses ramifications et contradictions, et ce à partir du document référentiel du premier congrès national de 1975, en passant par les divers colloques ayant porté sur la question économique dans sa relation dialectique avec la question sociale, jusqu’aux programmes électoraux caractérisés par l’objectivité de l’approche et la précision de l’analyse.

Le programme du Parti se détermine à partir de son identité progressiste et les valeurs du socialisme auxquelles il croit et sur la base desquelles il agit au quotidien. Lesquelles valeurs sont fondées sur la justice sociale, la démocratie authentique, l’édification de l’Etat de droit dans tous les domaines de la vie, la participation du citoyen dans tout processus de développement, l’adhésion du Parti à toute initiative positive de nature à pousser le pays vers le progrès économique et social. Ainsi, le programme proposé s’appuie sur les principes fondamentaux suivants :

- Mettre le citoyen marocain au cœur du processus de développement en considérant la satisfaction des besoins sociaux comme le but ultime de ce processus, dans la mesure où la croissance n’aboutirait au développement que lorsqu’elle est accompagnée par des réformes structurelles englobant en même temps l’économie et la société ;

- Edifier une économie forte et équilibrée basée essentiellement sur une industrialisation véritable du pays en se basant sur les ressources naturelles disponibles, et en créant une base technologique nationale avec la participation des centres de recherche qui travaillent dans le cadre des objectifs nationaux clairement élaborés et limités dans le temps et dans l’espace ;

- Assurer un équilibre entre le marché intérieur et le marché mondial pour maîtriser l'ouverture, éviter la dépendance vis-à-vis des milieux financiers internationaux et garantir notre indépendance économique ;
- Disposer d'un secteur public fort, chargé essentiellement d'assurer les services sociaux de base et de développer les secteurs stratégiques en partenariat avec le secteur privé, national et étranger, tout en le gérant d'une façon démocratique et transparente conformément aux dispositions constitutionnelles ;
- Encourager le secteur privé et l'entreprise citoyenne socialement responsable, en luttant contre toutes formes d'économie de rente, de monopole et de privilèges injustifiés portant atteinte aux principes de la saine concurrence et de l'égalité des chances ;
- Instaurer un régime fiscal juste et incitatif à l'investissement et à la production, visant la réalisation de la justice sociale et spatiale ;
- Adopter « la planification stratégique » comme moyen de gestion rationnelle des ressources et des dépenses, de prospecter l'avenir pour faire face aux bouleversements éventuels et assurer la convergence nécessaire entre les différents programmes sectoriels et les politiques publiques garantissant plus d'efficacité et une gestion optimale des ressources disponibles ;
- Revoir les modalités de territorialisation des projets et le mode de gouvernance en œuvrant pour la consolidation de la décentralisation et de la déconcentration dans le sens d'un allègement de la « centralité de l'Etat » en faveur de « l'Etat territorial » ;
- Prendre en considération la dimension écologique dans la mise en place des politiques publiques et faire l'étude d'impact environnemental en amont de tous les projets afin de sauvegarder notre capital naturel et réaliser la justice intergénérationnelle.

CHAPITRE I

BILAN DU MODELE DE DEVELOPPEMENT A L'ŒUVRE AU COURS DES DEUX DERNIERES DECENNIES

La méthode adoptée par le Parti pour élaborer le diagnostic de la réalité économique et sociale part des principes énoncés précédemment et vise, conformément à l'école de notre parti, l'objectivité et le bannissement de toutes formes de surenchère et de nihilisme. D'autant plus que notre Parti a participé, et participe toujours, à la gestion des affaires publiques et assume, par conséquent, sa part de responsabilité. Le bilan comporte, sans aucun doute des aspects positifs non négligeables, mais aussi des points de faiblesse et des insuffisances, notamment dans le domaine social et de la lutte contre la précarité.

1-Atouts de l'économie marocaine

- La préservation des équilibres macro-économiques : l'approche de notre Parti en la matière n'obéit pas à des considérations idéologiques et fondamentalistes, mais plutôt au souci de notre Parti à préserver l'indépendance de décision de notre pays pour ne pas passer sous les fourches caudines des institutions financières internationales, comme cela s'est produit au cours du programme d'ajustement structurel (PAS). Le Parti veille à lier les équilibres macro-économiques aux « équilibres macrosociaux »

- La réalisation de taux de croissance relativement élevés au cours des deux dernières décennies (3,5%-4%) considérés parmi les plus forts dans la région MENA.

-Une diversification relative de l'économie marocaine. Celle-ci est passée progressivement d'une économie primaire basée sur les matières premières et les produits agricoles à une économie secondaire basée sur la transformation des produits, la remontée dans le cycle des valeurs et la création de valeur ajoutée.

-Cette diversification relative de l'économie a donné lieu à une diversification du commerce extérieur. Malgré le fait que l'UE demeure notre partenaire principal, force est de constater que sa place s'est réduite au bénéfice de nouveaux partenaires comme les pays émergents et les pays africains suite à l'ouverture de notre pays sur notre continent.

- La disposition d'une infrastructure valable dans l'ensemble sous forme d'autoroutes, de ports et d'aéroports avec un déficit en matière de voie ferrée et une répartition déséquilibrée entre régions. Ainsi, les régions de l'intérieur vivent encore dans l'isolement et souffrent de l'absence d'une infrastructure à même d'assurer l'attractivité et de faciliter la dynamique économique et commerciale. Le Maroc a réalisé ces acquis grâce à la politique des grands chantiers, politique dont le PPS a été un précurseur et dont il continue à réclamer la poursuite.

2-Lacunes du modèle de développement

Ces aspects positifs ne sauraient dissimuler certaines faiblesses et lacunes qui montrent les limites du modèle de développement et des capacités de son inclusion. Ces limites peuvent être énoncées comme suit :

-L'accumulation du capital, l'accroissement de la valeur ajoutée et la création de richesses n'ont pas profité à toutes les composantes du peuple marocain. Une lecture des statistiques nationales et mondiales montre clairement que c'est une couche limitée de privilégiés et de rentiers qui s'est accaparée l'essentiel des richesses. Ce qui n'a fait qu'aggraver les disparités sociales et spatiales et partant les manifestations du sous-développement, de l'exclusion sociale, de la privation et de la misère. C'est un modèle que nous pouvons qualifier de modèle de production de la pauvreté.

-Ainsi, les politiques publiques sectorielles qui ont intéressé divers secteurs productifs et de services ont manqué d'efficacité et d'efficience en l'absence d'un plan national qui aurait pu assurer le lien entre ces politiques et réaliser leur convergence autour des objectifs nationaux communs et fixés d'une façon participative et démocratique en associant à leur mise en œuvre l'ensemble des acteurs institutionnels, parlement, collectivités territoriales, partenaires sociaux et acteurs associatifs. Ces plans ont été lancés d'une façon unilatérale et parcellaire sans aucune mobilisation nationale faisant d'eux des plans « orphelins »déconnectés du tissu économique et social. Le résultat « logique » étant l'approfondissement des disparités sociales et territoriales, et la persistance de la pauvreté et de l'exclusion. Tous les indicateurs montrent, en effet, l'élargissement du gap entre le dixième de la population le plus pauvre et le dixième le plus riche en partant des données sur les enquêtes de la consommation. Mais si on prend en considération les données relatives au revenu et au patrimoine, les disparités sociales atteignent des niveaux faramineux et inquiétants, menaçant ainsi sérieusement la stabilité sociale.

Quant au niveau des disparités territoriales, on constate que trois régions sur douze représentent à elles seules près de 60% de la richesse nationale, en soulignant toutefois que la population des régions pauvres souffre davantage de la pauvreté, du chômage et de l'accès aux services sociaux.

-Au niveau du taux de la pauvreté, et malgré le recul de la pauvreté absolue suite au lancement des initiatives sociales comme l'INDH qui a drainé des sommes importantes depuis mai 2005, on constate que la vulnérabilité et la pauvreté multidimensionnelle n'ont fait dans le meilleur des cas que stagner à leur niveau antérieur, lequel dépasse le quart de la population globale sachant que ce niveau pourrait atteindre la moitié de la population rurale, notamment dans les zones montagnardes et isolées où la population continue de vivre dans des conditions extrêmement dures nous renvoyant au moyen âge.

-Le résultat définitif d'une telle politique économique réside dans la recrudescence des manifestations sociales qu'elles soient organisées ou spontanées et dont le mobile essentiel est le respect de la dignité humaine, c'est-à-dire la satisfaction des droits économiques sociaux et culturels conformément aux dispositions de la constitution. Il est probable que ces manifestations prendraient à l'avenir plus d'ampleur si on ne répondait pas aux revendications, somme toute légitimes, de la population.

Notre parti, eu égard à sa position politique est interpellé avec force pour présenter l'alternative. Il ne s'est jamais d'ailleurs départi de sa responsabilité historique par rapport aux différents événements qui concernaient notre peuple et notre pays. Il a toujours œuvré pour la présentation des alternatives nécessaires et des propositions pratiques de nature à dépasser la crise, à améliorer le niveau de vie de nos concitoyens, à garantir leur dignité et créer un climat de confiance. Ce qui est demandé aujourd'hui, ce n'est pas de simples retouches intéressant certaines questions et problématiques, mais une révision profonde des choix et orientations qui fondent le modèle de développement à l'œuvre, lequel modèle a atteint, de l'aveu de tous, toutes ses limites et n'est plus en mesure d'assurer le progrès du pays et sa stabilité et partant de réaliser l'épanouissement social à toute la population.

CHAPITRE II

L'ALTERNATIVE PROGRESSISTE DU PARTI DU PROGRES ET DU SOCIALISME

On sait que le PPS ne se limite jamais à la critique et au diagnostic et ce quelle que soit sa position mais il s'efforce toujours de présenter l'alternative et les voies de sortie de la crise en partant de son référentiel intellectuel, de son identité idéologique et de ses engagements principaux. Pour ce faire, il procède d'une analyse concrète d'une situation concrète en se tenant au réalisme et en évitant les mots d'ordre pompeux et les surenchères stériles. Ainsi, l'alternative que présente le PPS s'appuie sur le possible et le réalisable prenant en considération les possibilités de notre pays et les moyens disponibles ou ceux qui peuvent être mobilisés à moyen terme.

L'approche du PPS de la question économique est intimement liée à la question sociale puisqu'il considère que tout ce qui est économique est également social mettant ainsi l'homme au cœur du processus de développement. Ce faisant, il récuse l'approche économiste et technocratique qui s'appuie sur les mécanismes du marché comme moyen de réaliser l'équilibre social et donne la priorité à la production de la richesse d'abord avant de procéder à sa répartition. Nous considérons, au PPS que ces deux actions sont concomitantes et qu'il n'est pas juste d'établir une priorisation entre les deux. D'ailleurs, les expériences internationales ont suffisamment montré la justesse de cette thèse puisque les sociétés qui connaissent une répartition plus égalitaire de la richesse sont celles qui enregistrent des taux de croissances les plus élevés et montrent une grande résilience face aux crises. De ce fait, l'efficacité économique ne se contredit nullement avec la justice sociale. Au contraire, elles sont des jumelles qui se complètent en parfaite harmonie. En conjuguant efficacité économique et justice sociale, on parviendrait à réaliser le développement durable basé sur la préservation des richesses naturelles et leur exploitation d'une façon rationnelle, à assurer une vie respectueuse de la dimension humaine et de l'équilibre entre l'homme et la nature afin de préserver les intérêts des générations futures et de respecter les engagement de notre pays au niveau mondial.

1- Une croissance forte et durable.

Ce qui est demandé c'est d'édifier une économie nationale développée et basée sur une harmonie parfaite entre différents secteurs : primaire, secondaire et tertiaire, en veillant à démanteler le système rentier qui déforme l'activité économique et nuit à la concurrence libre et saine comme fondement au développement de l'économie de marché et du libéralisme dans son acception positive. Car le libéralisme ne signifie nullement l'anarchie et la domination de la loi de la jungle, mais il obéit à des normes juridiques et éthiques que l'Etat se doit de faire respecter par tous les intervenants et les acteurs.

-Assurer une croissance forte et durable est une nécessité vitale pour affronter les grands défis du pays. Ce qui implique l'encouragement de l'investissement productif au détriment de l'investissement spéculatif, la mise en place d'un plan de développement de la PME en envisageant la création à l'avenir d'une banque publique d'investissement dédiée. Il convient également de revoir les programmes sectoriels en vue d'assurer leur convergence et leur efficacité comme cela a été souligné précédemment.

-Orienter le plan Maroc Vert en priorité vers la réalisation de l'objectif de la sécurité alimentaire, le développement du monde rural, l'amélioration du revenu des petits et moyens agriculteurs. Ce qui implique de donner la priorité au pilier II qui ne bénéficie que d'un dixième de l'effort d'investissement contre 90 % en faveur de la grande exploitation et l'agriculture exportatrice (pilier I). Le PPS propose à cet égard d'encourager les petits paysans (agriculteurs et éleveurs) à s'organiser au sein des coopératives bénéficiant d'un grand soutien de l'Etat au niveau de l'encadrement technique, du développement de la production et de la commercialisation du produit. Ce qui nécessite une révision de la loi 112-12 relative aux coopératives pour être en adéquation avec les exigences de la vie économique à l'instar de ce qui existe dans d'autres pays.

En outre, un traitement particulier doit être accordé aux travailleurs agricoles en œuvrant à une augmentation graduelle du SMAG dans la perspective de son alignement sur le SMIG. Il faut également rationaliser les ressources disponibles et particulièrement les ressources hydrauliques, protéger la diversité biologique, lutter contre l'érosion et l'ensablement en protégeant la couverture forestière et végétale.

-Renforcer la présence de l'Etat et de l'entreprise nationale dans le processus d'industrialisation en améliorant le niveau d'intégration, en allant vers l'édification d'une base technologique nationale avec la participation de l'université marocaine et des instituts de recherche dans la perspective de disposer d'une véritable industrie nationale à même de

gagner le défi de la compétitivité mondiale et d'assurer l'indépendance de l'économie nationale.

-Accorder une importance capitale au développement de l'ESS (économie sociale et solidaire) en renforçant les relations de partenariat avec le réseau national de l'ESS. Il faut veiller à réviser le système de la mutualité, à améliorer le niveau d'encadrement des associations particulièrement celles qui œuvrent dans le domaine économique et environnemental et mettre à niveau le secteur des artisans en développant la formation dans les métiers pour éviter leur disparition.

-Avoir présent à l'esprit la dimension écologique dans la mise en œuvre des politiques publiques en symbiose avec l'identité de notre Parti en tant que parti éco-socialiste et avec les exigences de la justice intergénérationnelle. Ce qui implique, entre autres, une valorisation du projet des énergies renouvelables pour réaliser le principe de « l'énergie propre », une sensibilisation des ingénieurs marocains à la question écologique, une gestion rationnelle de nos ressources naturelles et une promotion de « l'économie verte » en luttant contre toutes formes de gaspillage et en encourageant « l'économie circulaire ».

2- L'investissement dans les secteurs sociaux est un investissement productif

Si le PPS considère les secteurs sociaux comme des secteurs productifs, c'est parce que l'investissement dans de tels secteurs constitue un stimulant au développement des secteurs productifs. A titre d'exemple, à chaque fois qu'on investit dans le secteur de l'éducation, cela conduit automatiquement à l'accroissement de la productivité, et partant à l'amélioration du niveau de compétitivité de l'économie nationale et de sa performance. Ainsi, le PPS œuvre pour la défense du caractère public des secteurs sociaux et contre leur privatisation.

- La problématique de l'éducation-formation

Le PPS s'engage à défendre l'école publique nationale, à réviser en profondeur notre système éducatif, de formation et de la recherche scientifique, à présenter des réponses concrètes aux problématiques posées telles que la qualité de la formation et sa généralisation à l'ensemble de notre peuple, y compris ceux qui pâtissent de l'illettrisme et de l'analphabétisme, la garantie de la gratuité de l'enseignement et l'augmentation du budget consacré à la recherche scientifique, l'élargissement des capacités d'accueil de l'université marocaine. Le PPS considère l'enseignement et la formation comme un moyen de réaliser le développement économique et social, de développer l'esprit d'ouverture, de tolérance et de

citoyenneté authentique, d'assurer l'égalité des chances à travers l'ascension sociale. Il faut, par ailleurs, donner un intérêt particulier aux formateurs en tant qu'acteurs essentiels dans toute entreprise de réforme en mobilisant également les élus et en s'assurant de l'adhésion de la société civile et des associations des parents des apprenants.

Le PPS réitère son engagement à éradiquer l'analphabétisme, qui concerne aujourd'hui 30 % de la population, dans un délai ne dépassant pas 5 ans.

- **Pas de développement sans la garantie d'une santé saine, physique et mentale au profit des citoyens**

Le PPS s'engage à poursuivre les efforts accomplis jusqu'à présent et à valoriser toutes les réalisations en corrigeant certains dysfonctionnements et limites observés, tels que la gestion du RAMEQ, le renforcement des moyens accordés aux régions lointaines et une répartition plus équitable des ressources.

Le défi posé consiste à parvenir à une couverture sanitaire et sociale universelle dans des délais raisonnables. Ce qui passe par :

- Une augmentation graduelle de la part du budget affectée à la santé dans la perspective d'atteindre 10% à moyen terme ;
- Une amélioration de la qualité des prestations au niveau des hôpitaux publics et des urgences en se positionnant contre la « marchandisation de la santé » ;
- Une solution au manque de ressources humaines tant en médecins qu'en infirmiers tout en améliorant leurs conditions de travail ;
- Une mise en place des normes de régulation du secteur privé selon un cahier de charges déterminant d'une façon précise les obligations à respecter et son intégration à la politique sanitaire de l'Etat.

- **Créer des postes d'emploi en nombre suffisant et combattre le chômage par tous les moyens**

La création des opportunités d'emploi est tributaire en premier lieu du niveau de la croissance économique. C'est pour cela qu'il faudrait mettre cette problématique au centre des politiques macro-économiques et encourager les activités fortement créatrices d'emplois. L'emploi dépend aussi du niveau de la formation et de sa qualité, de la transparence du marché du travail et de l'amélioration du niveau de l'intermédiation outre l'amélioration du fonctionnement des politiques actives de l'emploi.

Considérant l'instauration de l'indemnité pour perte d'emploi comme un acquis de taille, le PPS milite pour une révision des critères posés pour bénéficier de ce régime dans le sens de leur assouplissement.

- **La lutte contre les disparités sociales et spatiales et la promotion des zones montagneuses**

Notre Parti a organisé des ateliers de réflexion et de lobbying autour de ces problématiques qui sont au cœur de ses préoccupations. Il va sans dire que l'amélioration de la qualité des services publics mentionnés ci-dessus (santé et enseignement notamment) en plus d'un emploi décent au bénéfice de tous serait de nature à contribuer en grande partie à réduire ces disparités et à limiter la pauvreté et la vulnérabilité. Outre ces propositions, le PPS s'engage à œuvrer en vue de :

*réviser le système des salaires dans le sens de réaliser l'égalité homme-femmes notamment dans le secteur privé, de réduire les disparités, et de limiter le niveau des salaires et de rémunérations exorbitants qui découlent de l'économie de rente ;

*accélérer le rythme de la couverture sanitaire pour qu'elle englobe toutes les couches sociales qui en sont privées et tout particulièrement les paysans, les artisans, les commerçants et toutes les professions libérales et dont le nombre dépasse les 10 millions ;

*mettre en œuvre un régime fiscal équitable en rationalisant les exonérations et en révisant le système des dérogations ;

*instaurer un régime de ciblage au bénéfice des personnes aux besoins spécifiques en activant le principe de solidarité nationale.

- **De la question sociale en général**

Le fait d'avoir traité exclusivement certaines questions ne signifie aucunement que le PPS fait fi des autres questions sociales aussi importantes ou qu'il les considère non prioritaires, loin s'en faut. Toutes les questions sociales ont fait l'objet d'un examen approfondi à plusieurs occasions. Qu'il s'agisse des questions de l'enfance, des droits de l'enfant et de sa protection contre l'exploitation, ou qu'il s'agisse des questions de la

jeunesse et de ses défis, ou du rôle du sport comme moyen d'éducation et d'émergence des talents, ou des droits des personnes aux besoins spécifiques, la littérature produite par le Parti est riche en analyses, en positions clairement exprimées et en propositions d'action concrètes. Notre Parti est disponible à tout moment pour préciser, en cas de besoin, ses positions en partant de son référentiel intellectuel et de ses expériences politiques.

3- Développement et démocratie : une relation dialectique

Il est communément admis que le développement et la démocratie constituent un binôme inséparable : pas de développement sans démocratie et vice versa. D'ailleurs, les expériences internationales ont montré que toute atteinte au principe de la démocratie se paie chèrement au niveau de la vie des citoyens et de la stabilité du pays. En tout état de cause, seuls les régimes démocratiques ont des dispositions à présenter des réponses valables aux problématiques économiques dans leur diversité et complexité. Par conséquent, il n'y a pas d'alternative à la démocratie et ceux qui pensent le contraire se trompent lourdement.

La démocratie dans son acception universelle ne se limite pas aux opérations électorales et à la mise en place des institutions représentatives aux niveaux national et local, nonobstant leur importance, mais elle consiste à créer une dynamique plus large à travers la mobilisation de la population et la garantie de sa participation, la création de mécanismes efficaces de contrôle et de redevabilité et la réalisation de la complémentarité entre les institutions nationales et les institutions territoriales.

- Nécessité du retour à la planification.

Notre pays a grandement pâti de l'abandon de la planification à la fois en tant qu'idée et pratique et ce depuis le début des années 80 du siècle dernier. Le PPS considère que le retour à la planification est vital en ces temps de turbulences qui caractérisent la situation économique tant mondiale que nationale. L'adoption d'un plan stratégique est de nature à assurer une grande efficacité des programmes sectoriels qui souffrent, rappelons-le, d'une faiblesse en termes d'efficacité et d'une absence de convergence. Un tel plan stratégique couvrant une période au moins égale à une législature, avec des objectifs homogènes, des priorités fixées démocratiquement, des moyens adéquats par rapport aux objectifs, en mettant en place des mécanismes de suivi et d'évaluation, aiderait notre

pays, sans nul doute, à affronter les turbulences, à réduire la marge des incertitudes du futur et à réaliser plus de justice sociale et spatiale.

- **la promotion de la régionalisation, le développement de la gouvernance territoriale et la politique de proximité**

L'opérationnalisation de la régionalisation, en tant que grand projet civilisationnel, selon les dispositions constitutionnelles en la matière et la loi organique sur les régions, serait de nature à créer des transformations profondes aux niveaux politique et des institutions économiques et sociales. Il s'agit d'appliquer les prérogatives dévolues aux conseils régionaux et d'injecter l'argent nécessaire dans les deux fonds prévus par la Constitution : Fonds de mise à niveau des régions et Fonds de solidarité interrégionale.

Il faut reconnaître que le rythme d'avancement de ce projet n'incite guère à la satisfaction puisque la décentralisation demeure encore un rêve non accompli sur le terrain. C'est la raison pour laquelle le PPS, croyant fortement à la pertinence du projet, propose de donner un élan fort à ce projet sociétal pour le conduire à son terme sans tergiversation aucune, tout en révisant l'articulation territoriale entre la décentralisation et la déconcentration. Il n'y a pas d'alternative au transfert des compétences vers les régions et les collectivités territoriales et l'élargissement des pouvoirs des instances élues en limitant au maximum le poids de la tutelle qui freine la réalisation des projets.

L'objectif à moyen terme serait de créer des entités territoriales disposant de l'autonomie nécessaire dans la prise de décisions et la réalisation des projets tout en créant des ressources propres qui viendraient s'ajouter aux ressources publiques qui devraient être transférées au bénéfice des régions et des collectivités territoriales.

- **Démocratie participative et mobilisation populaire**

Partant de la conviction de notre Parti selon laquelle la bataille pour le développement n'est pas une affaire du seul gouvernement et n'intéresse pas une partie sans une autre, mais une question de tout un peuple, il préconise la participation de tous dans le cadre d'une mobilisation populaire globale pour enraciner les principes de la démocratie participative. A cette fin, on peut concevoir plusieurs formes de cette mobilisation et d'initiative populaire dont certaines sont stipulées par la constitution comme le droit de présenter les pétitions et les motions législatives conformément aux articles 14 et 15 de la constitution et des deux lois organiques relatives à ce sujet. D'autres initiatives sont laissées à notre intelligence collective

sachant que la meilleure manière de créer un climat mobilisateur dans les milieux populaires réside dans la libération des initiatives et leur encouragement en donnant l'occasion à faire exprimer les énergies créatives et l'innovation dans différents domaines et en améliorant le niveau de connaissance des citoyens et en attisant leur conscience sociale.

- **la redevabilité, base de la gouvernance démocratique**

L'obligation de rendre des comptes pour tout responsable est considérée comme l'un des piliers fondamentaux d'une gouvernance démocratique. La nouvelle constitution de 2011 comporte une série de dispositions allant dans ce sens. Le PPS œuvre pour une application saine démocratique et progressiste de la constitution en accélérant le rythme de l'opérationnalisation à travers l'adoption des lois organiques. Le PPS œuvre également à donner vie aux différentes instances de gouvernance prévues par la constitution comme le Conseil de la Concurrence et l'Instance Nationale de prévention de la corruption.

PARTIE IV

LES QUESTIONS DE SOCIETE ET DE CULTURE

CHAPITRE I

L'UNITE ET LA DIVERSITE DANS LA SOCIETE

MAROCAINE

1- Le Parti et le concept de la modernité

La modernité, qui est en même temps un recours à la raison et à l'analyse scientifique dans l'appréhension de la réalité et la capacité d'intérioriser la nouveauté et de contribuer aux dynamiques du progrès, se heurte objectivement à la pensée et à la pratique conservatrices. Celles-ci, partant de certitudes immuables, s'accrochent à l'ancien et à l'héritage au niveau des valeurs et des modes de vie, et oeuvrent pour les reproduire, tout en intégrant de manière consumériste les progrès modernes dans le domaine marchand et dans les services, sans tenir compte du système de valeurs issu du mode de production.

La modernité signifie aussi la prise en compte du patrimoine national, qui a forgé l'identité marocaine, afin de le protéger et de valoriser ses expressions historiques matérielles et les expressions lumineuses de ses composantes immatérielles, dans leur diversité linguistique et leur richesse culturelle, tout en combattant ses aspects négatifs, notamment ceux nuisibles à la pensée critique ou à la santé mentale et physique et ceux propageant une image négative et stéréotypée de la femme.

La modernité est, enfin, la capacité de s'ouvrir sur son époque, d'être bien réceptif à ses productions matérielles et éthiques et à rester en phase avec les dynamiques universelles, particulièrement dans le domaine des droits et des libertés. C'est une attitude qui ne se fonde pas sur le mimétisme et le suivisme mais consiste à combiner de manière volontariste, créative et cumulative ces dynamiques universelles avec les composantes de la société, de l'économie et de l'Etat.

Le Parti du progrès et du socialisme considère que la voie pour une société démocratique et moderniste et la réalisation du développement durable passent par cette dimension culturelle, fondamentale dans l'histoire des peuples et des civilisations.

2- La question amazighe : Des cumuls positifs

Le Parti du progrès et du socialisme n'a pas cessé, depuis le début des années soixante-dix du siècle dernier, d'accorder un grand intérêt à la question amazighe, langue et culture, en tant que composante principale de l'identité nationale, qui a souffert de la marginalisation et qu'il faut réhabiliter, notamment en renforçant ses expressions culturelles.

Il s'est battu à cette fin et a lutté et plaidé au sein et en dehors du Parlement, sur les colonnes de ses journaux, à l'intérieur de ses institutions partisans et sur divers fronts, pour réparer l'injustice faite aux langues et cultures amazighes. Ce faisant, il a contribué fortement à la maturation d'une prise de conscience collective de cette cause et de ses dimensions et a favorisé l'évolution positive de la position de l'Etat, notamment à travers le discours royal d'Ajdir en 2001, qui a constitué un tournant décisif dans ce processus, consacrant la culture amazighe comme composante essentielle de la culture nationale et engageant la responsabilité de l'Etat dans sa promotion.

En consacrant la diversité et la richesse des composantes de l'identité nationale et du devoir de les protéger et de les promouvoir, en constitutionnalisant la langue amazighe en tant que langue nationale, en la reconnaissant comme patrimoine commun de tous les Marocains et comme deuxième langue officielle aux côtés de la langue arabe, la Constitution de 2011 a, en effet, répondu aux revendications pressantes auxquelles a contribué le Parti du progrès et du socialisme, qui n'a eu de cesse de plaider et de lutter pour reconnaître ce droit linguistique et culturel.

Cet acquis historique est une victoire des thèses du Parti du progrès et du socialisme relatives à l'identité nationale et à la question culturelle, et un couronnement de l'action intellectuelle et militante du mouvement culturel amazigh, dont les liens avec le Parti sont solides, et du mouvement de défense des droits de l'homme.

D'ailleurs, le Parti a pu contribuer, dans ce domaine, à la mise en œuvre effective de la lettre et de l'esprit de la Constitution au niveau de la politique gouvernementale, lors de sa gestion des Départements de la culture et de la communication, notamment en enrichissant

la politique publique à ce niveau, par le biais de multiples décisions et initiatives, qu'il faudra renforcer et élargir.

La reconnaissance de la culture amazighe comme composante de l'identité nationale et de la langue amazighe comme langue officielle requièrent en effet l'intensification des efforts et l'accélération du rythme de réalisation sur plusieurs fronts, notamment au niveau de l'édiction des textes relatifs à la mise en œuvre du caractère officiel de la langue amazighe, pour enclencher une nouvelle dynamique. De même, au niveau de l'enseignement, il faudra enrichir les programmes scolaires, augmenter le nombre des écoliers bénéficiaires et former et qualifier les agents de l'Etat et des collectivités territoriales. Enfin, au niveau de la communication, il faut également que la culture amazighe soit présente d'une manière qui soit à la hauteur de son importance constitutionnelle, pour son rayonnement dans la vie publique, dans l'optique d'une égalité totale des deux langues officielles de notre pays.

3- L'ouverture sur la culture universelle et sur les langues étrangères : chances et défis

Dans le monde numérique d'aujourd'hui, l'accès aux diverses expressions culturelles est devenu assez aisé. Les citoyens marocains peuvent ainsi accéder aux contenus culturels et artistiques issus des diverses régions du monde et s'intégrer de manière interactive dans la « consommation » et l'interaction avec ces contenus.

Cet « accès démocratique » est le résultat d'une révolution numérique extraordinaire, qui a permis un développement rapide des réseaux sociaux, de banques de données et de bibliothèques virtuelles, imposant progressivement de nouveaux modes de production et la participation dans la culture, l'innovation et l'information au niveau mondial.

Si ces grandes transformations technologiques permettent de renforcer l'offre culturelle et artistique, dans sa diversité, elles posent néanmoins des défis en ce qui concerne l'échange égal de la production de contenu au niveau mondial, vu le grand fossé qui sépare dans ce domaine les pays développés et les pays en voie de développement. Elles posent également de nouveaux défis dans les domaines du commerce numérique, des droits d'auteur, de la liberté d'expression, etc ...

Les politiques publiques nationales n'ont pas réussi, dans ce contexte, à accompagner suffisamment ces transformations et leurs exigences, puisque les réalisations se sont limitées à l'acquisition des infrastructures et des équipements, alors que l'intérêt pour les

contenus proposés par la création nationale, dans ses différentes composantes et formes, n'a pas bien évolué.

Il convient de rappeler, à ce sujet, que l'acquisition des langues étrangères les plus pratiquées dans le monde demeure l'une des clefs de la communication, de l'accès et de l'interaction avec les sources du savoir et de la recherche scientifique, et de l'enrichissement du dialogue des civilisations, en vue d'une meilleure assimilation des contenus culturels et des représentations symboliques.

C'est pourquoi, le Parti du progrès et du socialisme réaffirme la nécessité de mettre en œuvre une politique publique dans le domaine des langues et de créer une structure, au sein du secteur de la culture, qui veille sur l'harmonisation de la politique linguistique et de la politique culturelle nationales.

4- La question de l'égalité, de la parité et des droits humains : un chantier urgent

La question de l'égalité entre les sexes, dans les droits et les devoirs, constitue l'un des piliers du projet sociétal et du parcours militant du Parti du progrès et du socialisme, tout au long de son histoire.

La lutte des forces progressistes et démocratiques et du mouvement féminin a été couronnée par la Constitution, qui a reconnu le principe de l'égalité et de la parité, dans le cadre d'un corpus de droits et de libertés, nouveau et complet, consacrant un ensemble d'acquis et ouvrant la voie au renforcement et à la mise en œuvre de ces droits dans un esprit universaliste, en instituant à cet effet une « Autorité pour la parité et la lutte contre toutes formes de discrimination ».

Le Parti du progrès et du socialisme, tout en saluant cet acquis constitutionnel et en se félicitant des autres acquis dans le domaine de l'égalité et de la parité (cas des stratégies multisectorielles pour la lutte contre la violence à l'égard des femmes, de la coordination des politiques publiques contre la discrimination fondée sur le genre, la loi relative à la nationalité, la loi relative à la protection contre le harcèlement sexuel ...), insiste sur le danger de l'inégalité persistante entre les hommes et les femmes dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la politique et de l'économie, où le Maroc est classé parmi les derniers au niveau mondial. Il appelle à corriger d'urgence cette situation, surtout que la nature de la

discrimination en fonction du genre a des racines « systémiques », qui tendent à devenir « structurelles ».

A ce propos, il convient de rappeler que notre approche de la question de l'égalité et de la parité n'est pas seulement du point de vue des « droits humains ». Mais nous considérons aussi qu'elle constitue un enjeu pour la justice sociale et un facteur important de développement et de progrès. Car, elle est de nature à fonder une culture de la non-discrimination en fonction du genre aussi bien dans la société que dans l'Etat, à renforcer l'indépendance économique de la femme à travers l'égalité dans l'héritage et dans l'accès au marché du travail et aux postes de décision, et à favoriser l'équilibre entre les exigences de la vie familiale, professionnelle, associative et politique.

5- La responsabilité des intellectuels dans l'accomplissement de leurs rôles

Comme dans d'autres organisations partisans, les intellectuels ont joué un rôle historique d'avant-garde au sein du Parti du progrès et du socialisme. Ils ont contribué de manière notable à asseoir la pensée progressiste et à élaborer les positions politiques du Parti et se sont engagés dans la défense des classes pauvres et modestes, mettant leurs savoirs et leurs expériences au service de leurs convictions. Ils ont eu suffisamment de courage et d'audace pour défendre les valeurs et les causes du projet de société dans lequel ils croyaient, sachant que la lutte idéologique est une partie importante de la lutte pour le changement et l'émancipation.

L'intellectuel engagé, qui assume ses convictions, est un acteur politique proche des citoyens, de leurs préoccupations et de leurs attentes, qui met son intelligence au service de la réflexion sur les questions sociétales et politiques et essaie de trouver des réponses, de donner une opinion sérieuse, capable de bousculer les lignes, de plaider et de contribuer au débat public...

L'action politique a toujours besoin du renouvellement des élites et a toujours besoin de ce genre d'intellectuels qui mettent leurs compétences au service de l'utopie, au service de l'encadrement des camarades, au service de la lutte idéologique contre l'idéologie dogmatique et obscurantiste, pour arracher des droits et des libertés encore plus larges, et pour une meilleure répartition des richesses...

Le Parti du progrès et du socialisme, qu'on qualifie de parti des intellectuels, vu ce qu'il a accumulé comme expériences et comme enracinement, constitue une force d'attraction

capable de mobiliser cette catégorie de l'élite. Cependant, la faiblesse de l'organisation et les carences dans l'exploitation des énergies du Parti à cette fin, sauf quelques exceptions positives, n'ont pas aidé à réussir cet élan espéré. C'est pourquoi il est plus que jamais nécessaire de déployer des efforts dans ce domaine.

CHAPITRE II

LA CULTURE NATIONALE DEMOCRATIQUE EST AU CŒUR DU PROJET DE DEVELOPPEMENT AU MAROC

La culture, dans sa large acception, exprime notre essence même, dans la pluralité de ses sources identitaires et dans la diversité de ses expressions. Elle reflète l'image du Maroc dans le monde et son identité nationale complexe, car résultante d'une construction et d'une accumulation historiques, et capable d'évoluer dans le sens de la modernité et du progrès.

La Constitution de 2011 est la première loi suprême qui prend acte des dimensions historiques éminentes de la teneur de l'identité nationale et adopte dans nombre de ses dispositions des normes de progrès, telles la primauté des conventions internationales sur les législations nationales, ou la reconnaissance du pluralisme linguistique et de la diversité des composantes de l'identité nationale, la garantie des droits culturels dans leur dimension universelle, dont la liberté d'expression et de création, et le droit au soutien public.

La diversité culturelle, dans ses deux volets de la pluralité linguistique et de la diversité des expressions culturelles, constitue une richesse immatérielle qu'il faut protéger et valoriser, parce qu'elle contribue à l'enrichissement collectif de l'identité nationale et au renforcement continu du lien social.

La culture est une question transversale qui requiert une approche basée sur l'interaction et la convergence entre les différents secteurs gouvernementaux (Culture, Communication, Enseignement, Tourisme, Artisanat, Relations extérieures ...), les collectivités territoriales et la société civile, afin de développer l'économie de la culture et de renforcer le rayonnement du Maroc et mieux servir ses causes à travers le monde.

1- Au niveau idéologique : La culture est un espace de luttes autour de la modernité et des valeurs

Les questions culturelles font l'objet du débat et de la lutte autour des valeurs et de la modernité pour élargir la pratique des libertés, notamment la liberté de conscience, la liberté

d'expression et les problématiques liées à l'égalité entre les sexes et au pluralisme linguistique.

L'identité nationale, en tant que construction socio-historique, demeure le cadre dans lequel se déroulent les combats idéologiques pour définir ses contours, ses frontières, ses contenus et les voies d'intégration en son sein des identités locales et régionales.

La plupart des combats sociaux en cours actuellement, autour de questions sociétales, ont dans leur essence une dimension culturelle. Ce sont des luttes qui opposent les forces du progrès, qui cherchent à renforcer la dynamique de la culture des droits et des libertés, et les forces conservatrices, attachées, par conviction ou par calcul politique, à une lecture pétrifiée et stérile de notre patrimoine culturel et de la religion musulmane, surtout après que la disposition relative à la liberté de conscience fut écartée de la Constitution.

2- Au niveau politique : La culture est un levier de la stabilité du pays

La culture joue un rôle central pour garantir la stabilité, car pour faire face aux dangers que constituent les courants extrémistes, qui se nourrissent d'une idéologie religieuse, tiennent un discours dont les inférences sont puisées dans des lectures et des références différentes et incitent les jeunes à recourir à la violence pour imposer leur pensée obscurantiste, il faut une réponse culturelle, en plus de la réponse économique et sécuritaire.

Développer les opportunités d'emploi et réduire les disparités sociales est en mesure d'alléger grandement les tensions sociales et d'assécher les sources de mobilisation du projet obscurantiste. Le développement de la culture, en facilitant l'accès à l'innovation et aux arts renforce le ciment du sentiment d'appartenance nationale d'une part et, d'autre part, aide l'homme et son esprit à s'ouvrir sur des univers magnifiques et sur les vertus du dialogue et de la différence, réduisant, par là-même, les dangers extrémistes, de manière décisive, profonde et durable.

3- Au niveau social : La culture contribue au renforcement de la cohésion sociale

La culture contribue à consolider la cohésion sociale, car le partage de valeurs, le sentiment de fierté d'un patrimoine commun, la communication dans les langues natives officielles et les langues étrangères, l'ouverture sur l'autre et la jouissance des diverses cultures et de

leurs expressions artistiques renforcent en effet le lien social et facilitent la convivialité et la coexistence entre des générations différentes et dans les grandes villes, où le brassage et la fusion culturels s'opèrent à un grand rythme.

La cohésion sociale se renforce également à travers la démocratisation de la culture, en y facilitant l'accès à travers le territoire national et en remédiant au déséquilibre spatial par la création des infrastructures culturelles nécessaires et la bonne répartition des activités culturelles.

4- Au niveau économique : La culture est une source productive de la valeur et de l'emploi

La culture est devenue une source importante de production de la valeur et de création d'emploi, dont la valeur ajoutée à la production nationale atteint dans certains pays 6%. Les industries culturelles et artistiques constituent la locomotive de ce secteur dans le cadre d'un écosystème où se complètent les éléments artistiques, financiers, techniques, technologiques et juridiques. Comme elle alimente également la production des secteurs du tourisme et de l'artisanat.

Le Maroc est l'un des pays qui jouissent d'atouts culturels remarquables, d'un patrimoine matériel et immatériel riche et varié, objet d'une large reconnaissance internationale, et de sites naturels et de dynamisme artistique qui lui confèrent un grand avantage dans les secteurs du tourisme et des industries culturelles.

Cependant, le Maroc a toujours besoin d'un effort, participatif et durable, dans le secteur de la culture, pour mettre en place un écosystème complet qui consolide les industries culturelles et artistiques.

5- Au niveau diplomatique : La culture est un facteur essentiel de rayonnement de notre pays

La culture, en tant que patrimoine, pensée, innovation et industrie, joue deux rôles complémentaires dans l'expression de la profondeur civilisationnelle et du génie marocains et dans la contribution au service des intérêts nationaux :

- Le premier rôle apparaît dans le cadre des relations culturelles qui tendent à faire connaître les expressions culturelles à travers le renforcement de la communication et de l'entente entre les peuples et dans la consolidation des liens avec les Marocains du monde ;
- Le second rôle réside dans l'investissement dans la culture, dans le cadre des relations étrangères, pour la protection du produit culturel marocain sur le marché international, notamment à travers :
 - o l'attachement à l'exception culturelle dans les accords de libre-échange ;
 - o la défense de la cause nationale, en valorisant au niveau international la diversité et la pluralité culturelles nationales ;
 - o le soutien à l'économie nationale à travers l'attraction des touristes, l'investissement étranger et le renforcement des exportations culturelles ;
 - o la contribution au rayonnement diplomatique du Maroc au niveau continental, méditerranéen et arabe, et le renforcement de son influence à travers la mise en valeur du succès de ses spécificités, telles son attachement aux valeurs de la tolérance et de la modération, le renforcement de sa présence et de son leadership dans les institutions internationales et l'inclusion effective et permanente de la culture dans les accords bilatéraux.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Constitution et de la mise en place d'un nouveau modèle de développement, qui tend à réduire les disparités sociales et spatiales et à valoriser le capital immatériel du royaume, le Parti du progrès et du socialisme, qui a été précurseur dans l'intérêt accordé à la question culturelle, à travers sa littérature sur les facteurs non-économiques du développement et son attachement à la promotion de la culture et du patrimoine amazighes, appelle à ce que la question culturelle soit considérée comme une priorité nationale.

La politique culturelle doit être définie à la lumière d'orientations stratégiques issues d'un processus participatif, qui vise à garantir les droits culturels, à développer l'économie culturelle et à renforcer le rayonnement marocain à l'étranger, à travers la mise en place des

moyens et des mécanismes nécessaires, en conférant aux collectivités territoriales un rôle dynamique et évolutif, aussi bien sur le plan local que régional.

Reconnaître les rôles essentiels de la culture et en faire une priorité nationale requièrent en effet des initiatives créatrices et efficaces et une politique culturelle nationale capable d'insuffler un nouvel élan et une nouvelle dynamique à ce secteur.

PARTIE V

LE PARTI DU PROGRES ET DU SOCIALISME ET LES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE LA SITUATION INTERNATIONALE

CHAPITRE I

LA CRISE DU NEO-LIBERALISME MONDIALISE

1- La crise dans sa dimension financière

Il est clair que l'adhésion à la mondialisation n'est plus un choix mais un impératif pour tous les pays. Aucun pays ne peut se replier sur soi-même technologiquement, politiquement, économiquement et culturellement. Mais la formule uniformisée de la globalisation que les grandes puissances capitalistes tentent d'imposer ne se fonde pas sur les bases et les valeurs de la coopération, de la solidarité et du partenariat équilibré mais sur la logique de la recherche, avec tous les moyens possibles, du profit sans limites. Ce qui fait perdre aux pays en développement leurs opportunités et leur droit de protéger leurs économies et leurs finances publiques et les prive de la marge requise pour l'adoption de politiques publiques intérieures indépendantes, ne serait-ce que relativement, en particulier dans les pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie.

Parmi les contradictions structurelles qu'elle a entraînées, notamment dans son volet relatif à l'échange financier, la « mondialisation sauvage » a transformé les pays en voie de développement en un moyen de pression entre les mains des multinationales et des grandes entreprises des grands pays capitalistes, dans leur lutte contre la classe ouvrière, à travers la politique de « délocalisation », ou la menace de « délocalisation », des unités de production dans des régions et des pays à moindre coût, c'est-à-dire où les salaires sont plus bas et les droits des travailleurs moins bien respectés.

En plus, les gouvernements dans les grands pays capitalistes réduisent les budgets sociaux, tout en poussant vers l'endettement excessif et en imposant la flexibilité de l'emploi pour légaliser le licenciement des travailleurs, en contrepartie de l'augmentation des budgets d'armement, comme c'est le cas des pays de l'OTAN qui envisagent de les augmenter à 2 % à l'horizon 2022 à la demande des Etats Unis, le principal pourvoyeur de ces pays en armes.

Cette situation inégale et injuste a donné lieu à des initiatives et à des réactions, organisées même à l'intérieur du système de l'économie du marché, pour mettre fin à la tendance hégémonique des pays du G7, notamment à travers la création du groupe BRICS (qui regroupe le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du sud, pays représentant presque la moitié de la population mondiale et participant pour 35 % environ au PIB mondial), comme expression de la volonté d'aller vers une situation d'équilibre multipolaire ouvert à d'autres pays.

2- La crise dans sa dimension économique et sociale

La crise capitaliste, qui s'est déclenchée en 2008 aux Etats Unis, a eu des répercussions négatives sur les différents aspects et formes de l'activité économique et du développement à travers le monde. Les échanges internationaux sont restés sous la domination presque totale des forces et des grands blocs économiques, utilisant pour ce faire leurs outils habituels représentés notamment par le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce, ainsi que par leurs multinationales, et ce au détriment des pays en développement, confrontés en l'état des choses, à de grandes difficultés pour préserver véritablement leur souveraineté et retrouver une position économique avec des opportunités, voire des capacités, égales. C'est ce qui provoque la destruction des industries locales et de la modeste exploitation agricole, entraînant de la hausse de l'exode rural, du chômage, de la paupérisation et de la précarisation.

Les dysfonctionnements économiques structurels dans lesquels le système capitaliste se débat traduisent son incapacité de présenter des réponses pertinentes à la question de concilier entre la croissance économique et le progrès numérique et technologique d'une part et la justice et le bien être sociaux d'autre part. Aussi, les mouvements, les expressions et les visions porteurs des valeurs de la gauche demeurent les alternatives qui cristallisent l'espérance et les aspirations des peuples à une vie plus juste et plus digne. De grands pays capitalistes n'hésitent pas à faire appel à des approches empruntées à « la gauche » pour traiter les dysfonctionnements de leur système économique, en renforçant le rôle de l'Etat, en

élargissant son domaine d'intervention et de réglementation de l'économie et en s'appuyant sur l'investissement public pour ce faire, en plus d'autres mesures qui confirment la justesse de la dynamique du référentiel socialiste (en non pas des précédentes expériences pratiques).

3- La crise dans sa dimension écologique

La dimension écologique dans la crise du néolibéralisme n'est pas moins dangereuse ni moins importante que les autres dimensions. Le modèle économique mondial se fonde de plus en plus sur l'augmentation vertigineuse de l'industrialisation et sur une logique productiviste impliquant la destruction des ressources naturelles et des équilibres environnementaux, outre la privation des générations montantes de leur droit à un climat sain.

L'avenir de l'humanité est sérieusement menacé, du fait des changements climatiques inhérents à ce modèle qui ne se préoccupe que de l'objectif du bénéfice rapide et optimal, qui a provoqué le phénomène du réchauffement climatique et l'effet de serre en raison de l'utilisation excessive des énergies fossiles.

C'est ainsi que le réchauffement climatique est susceptible de connaître à l'horizon 2100 une hausse de l'ordre de 3 degrés et de provoquer inéluctablement une augmentation du rythme et de l'intensité des phénomènes naturels extrêmes, tels les inondations, les volcans, la sécheresse, les marées, etc. Ce qui se traduira par la disparition définitive de plusieurs régions du monde et poussera des millions de gens à la migration climatique.

C'est pourquoi le Sommet sur le climat (COP21) a insisté sur la nécessité de la coopération internationale sérieuse, responsable et engagée pour limiter le réchauffement de la terre à 2 degrés Celsius.

Si les différents mouvements de la gauche à travers le monde sont à l'avant-garde des porteurs du projet politique écologique, comme moyen de transformation des modes de production et de consommation dans le sens de la préservation des ressources naturelles et de l'adoption d'une économie rationalisée, l'entêtement de certains pays capitalistes à fermer l'œil sur les dangers véritables qui guettent le monde, va provoquer évidemment ce que les sciences spécialisées redoutent, à savoir la destruction de l'écosystème mondial et la mise en danger de l'avenir de la vie sur terre. Ce qui constitue en d'autres termes une menace réellement et extrêmement dangereuse.

Cet avenir est tributaire dans une grande mesure du degré de réussite des mouvements politiques de la gauche, des mouvements écologiques et des forces de la société civile, qui sont porteurs d'alternatives fondées sur la réalisation des valeurs socialistes dont en premier lieu la répartition équitable des richesses, concomitamment avec l'adoption de principes écologiques visant à la préservation de l'environnement et de la diversité biologique, soit une expression de la nouvelle ligne de ce qu'on appelle désormais l'éco- socialisme.

CHAPITRE II

LES MANIFESTATIONS POLITIQUES DE LA CRISE

1- L'instabilité

Plusieurs pays et régions dans le monde sont confrontés à l'instabilité ou à une stabilité précaire pour des raisons différentes, relatives, souvent dues à l'absence de la démocratie, à l'échec du développement interne et à la lutte violente pour le pouvoir ainsi que pour des raisons en rapport avec les conflits entre les pays au sujet des frontières ou de l'élargissement de leurs influences ou encore pour les ressources naturelles ou autres.

Mais ce qui aggrave plus l'instabilité, et la favorise parfois, c'est l'incapacité relative ou totale de l'Organisation des Nations Unies de prendre et, *a fortiori*, d'imposer, des résolutions susceptibles de mettre fin à ces conflits, à l'injustice, à l'ingérence, à l'agression et aux menaces. C'est aussi son incapacité d'assurer la justice internationale, malgré le fait que ses objectifs et ses moyens soient clairs, à travers sa charte, dont la révision est devenue un impératif pressant et nécessaire pour que le système onusien soit plus juste et plus équitable.

Cette situation s'explique surtout par la tentative en permanence de l'Administration américaine de neutraliser les rôles positifs de l'ONU et de geler pratiquement une grande partie de ses activités et de ses initiatives, à travers l'adoption d'un comportement unilatéral pour exhiber sa force et tenter de soumettre les pays, qui ne lui sont pas inféodés, tels la Corée du Nord, le Venezuela, Cuba et l'Iran...

En fait, c'est la poursuite de cette politique qui constitue un véritable danger pour la paix mondiale et qui contribue à l'extension des zones de tension et à l'aggravation de la précarité de la sécurité mondiale, alimentant les réactions extrémistes et le sentiment d'hostilité à l'égard des Etats Unis et de toutes les forces qui les soutiennent dans leurs entreprises, en particulier celles de l'Administration actuelle en faveur de la relance de la course aux armements et du retour à l'influence du complexe militaro-industriel.

Le choix des gouvernements socio-démocrates de rallier le bloc libéral et d'intégrer entièrement l'OTAN ne les a pas seulement conduits à perdre la confiance de leurs peuples, notamment électoralement, en particulier en Europe, mais a provoqué une montée inégale des partis de la droite extrémiste et du populisme, ouvrant en contrepartie la voie grande aux

possibilités de la montée de différentes forces de la gauche y compris les mouvements écosocialistes.

2- Les conflits armés

Cette situation internationale actuelle s'explique en grande partie par les turbulences issues de l'état unipolaire des relations internationales, des suites de l'effondrement de ce qu'on appelait au cours du siècle dernier le bloc de l'Est, sous la conduite de l'Union Soviétique dans le passé, et des tentatives du libéralisme impérialiste d'imposer une réalité qui justifie sa création d'une thèse imaginaire de droite qui prédit un conflit des civilisations.

La situation mondiale est actuellement marquée par le déclenchement, la poursuite ou la menace de conflits armés internationaux dans de nombreuses régions du monde, telles la guerre en Afghanistan, la guerre en et contre l'Irak, la Syrie, le Yémen et la Libye, et les agressions incessantes d'Israël contre le peuple palestinien et ses droits nationaux légitimes.

3- Le terrorisme

Le phénomène du terrorisme est l'une des caractéristiques négatives les plus saillantes de la situation internationale, et l'un des plus importants déterminants des politiques nationales et internationales.

Si le rejet catégorique du terrorisme et sa ferme condamnation par le Parti du progrès et du socialisme est une évidence, il est impératif que soit établi un accord international au sujet d'une définition unifiée et objective du terrorisme, pour qu'il ne se transforme pas en justification pour la couverture de politiques et d'orientations protectionnistes et agressives de certains pays et pour la distinction claire entre ce phénomène et le droit des peuples à la résistance contre l'occupation.

Il importe aussi que le traitement du phénomène du terrorisme soit l'objet d'approches qui aillent au fond et à la globalité du phénomène, dans la multiplicité de ses dimensions et la diversité de ses causes. Le tarissement des sources du terrorisme passe nécessairement par la conviction irréfragable et effective qu'il est, d'abord, incolore, sans religion et sans nationalité. Cela passe aussi à travers la mise en lumière de toutes ses dimensions, ses causes et ses caractéristiques intellectuelles, culturelles, économiques, culturelles, éducatives, sociales, sécuritaires, politiques et de droits humains.

Cela passe enfin par le fait de reconnaître à tous les pays le droit légitime de protéger leurs territoires et leurs citoyens avec les moyens qu'ils jugent appropriés, avec tout ce que cela suppose, telles la nécessité et la préférence de la protection préventive, à travers surtout le respect de la logique du droit et de l'équité au niveau des relations internationales et au plan national, comme accès au traitement des dysfonctionnements qui débouchent sur la fanatisme aveugle, résultant en partie du sentiment individuel ou collectif de l'injustice et de l'iniquité.

Le Maroc n'est pas une exception en cela. Il fait face à son tour au danger du terrorisme sous un couvert religieux, bien qu'il ait baissé en intensité au cours des dernières années grâce à l'attitude ferme et inébranlable de l'Etat et au rejet par la société marocaine du comportement terroriste, qui est toujours présent, du fait de la mondialisation et de la complexité du phénomène terroriste, qui représente une riposte déviationniste de certains individus et groupes aux problématiques de la réalité compliquée, ce qui requiert une vigilance sociétale accrue et soutenue et davantage de coopération internationale pour cerner le terrorisme sous toutes ses formes et à tous ses niveaux.

CHAPITRE III

QUEL POSITIONNEMENT ET QUELLE DIPLOMATIE POUR LE MAROC ?

1- Le nouveau positionnement du Maroc dans le continent africain

La stratégie conduite par le Roi Mohammed VI, fondée sur le renforcement de la présence du Maroc en Afrique à tous les niveaux, et qui a été couronnée par le retour institutionnel du Maroc à l'Union africaine, et la volonté de parvenir à une coopération et à un partenariat fructueux, tenant compte des intérêts de tous, sont des éléments de force positifs, susceptibles de contribuer à la consolidation de la position de notre pays au niveau international en général. Cette dynamique est susceptible aussi de créer de nouvelles possibilités en ce qui concerne la question de notre intégrité territoriale, en tissant notamment des relations d'amitié et en développant sérieusement la diplomatie économique avec des pays et des groupements africains, y compris des pays qui étaient hostiles aux intérêts du Maroc.

La récupération du rôle politique et économique et du rayonnement culturel et religieux reconnus à notre pays historiquement dans l'aire africaine nécessitent la poursuite de la réactivation de la coopération à multiples facettes avec les frères africains et à tous les niveaux officiels et parallèles.

Pour ce qui le concerne, le Parti du progrès et du socialisme, qui a accumulé un actif dans le domaine de la diplomatie parallèle, est appelé à donner une nouvelle impulsion aux échanges et à la coordination avec les composantes politiques, syndicales et civiles africaines, au service des intérêts nationaux supérieurs avec en tête la cause de notre intégrité territoriale.

Il apprécie aussi hautement la politique officielle de notre pays à l'égard du dossier des immigrés africains au Maroc et se félicite des mesures visant à leur intégration dans la société et à la protection de leurs droits à tous les niveaux.

2- Au niveau international (La défense des causes du pays et la diffusion des positions du Parti sur les justes causes)

Le Parti, conformément à sa dimension internationaliste depuis sa création, poursuit dans sa volonté de renforcer ses relations avec les partis amis à travers le monde.

Autant sa présence internationale est liée, par principe, à son identité de gauche, autant il est astreint de se conformer à une approche qui fait de cette présence un moyen de porter les préoccupations et les priorités de la nation et de défendre ses grandes causes et ses intérêts suprêmes, avec en tête notre intégrité territoriale, tout en mettant en avant son bilan positif dans tous les domaines.

L'action du Parti sur le front diplomatique, en tant que composante vivante et authentique du mouvement socialiste international, va se poursuivre pour soutenir les causes de la paix et de la solidarité entre les peuples. Il oeuvrera également pour le renforcement de sa présence et de sa représentation dans les différentes organisations internationales et dans tous les espaces d'échange, de dialogue et fora progressistes mondiaux, pour faire connaître les causes de la société marocaine et défendre ses intérêts supérieurs, ainsi que pour exposer les positions du parti et ses positionnements, outre la justesse et la spécificité de ses options et orientations en ce qui concerne la vie nationale.

Tout en prônant la centralité de la diplomatie parallèle, le Parti du progrès et du socialisme part du fait qu'elle constitue un appui essentiel à la diplomatie officielle, ce qui requiert de réaliser leur complémentarité et leur convergence pour permettre à notre pays d'assumer efficacement ses engagements naturels envers la situation internationale, contribuant ainsi à la préservation des intérêts supérieurs du pays et de la paix mondiale.

Compte tenu de l'importance des groupements économiques régionaux, notre pays est appelé à renforcer sa présence au sein des regroupements économiques continentaux, régionaux et internationaux, tout en veillant fermement à s'assurer les conditions nécessaires pour que cette présence ait un impact positif sur les intérêts stratégiques de notre pays. C'est ainsi qu'il se doit d'appliquer cette approche aux efforts de notre pays visant à adhérer à la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) et à d'autres groupements et communautés.

Et compte tenu aussi de l'importance économique et géopolitique extrême du partenariat maroco-européen, le Maroc est appelé de même à traiter de manière vigilante et dynamique

ce dossier pour la protection de ses intérêts nationaux politiquement, économiquement et socialement.

La profondeur maghrébine revêt une importance particulière pour notre pays. C'est pourquoi, il est vital de poursuivre l'action dans le but de préparer les conditions nécessaires à la construction d'un groupement politique et économique répondant aux aspirations légitimes des peuples maghrébins à la réalisation du rêve du Grand Maghreb fort et capable de jeter les bases du développement durable et du progrès social, et de relever les défis actuels, en particulier en matière de lutte contre le terrorisme, l'immigration, la contrebande et le commerce des armes, des stupéfiants et des êtres humains, etc..., et ce malgré l'entêtement de l'Etat algérien, son opposition à notre intégrité territoriale et la fermeture de ses frontières terrestres, sans parler du déséquilibre flagrant au niveau de la démocratisation et de la stabilité.

3- Le rôle du PPS dans le soutien aux causes arabes justes

La complémentarité économique, politique et sociale au niveau de la région arabe requiert impérativement la révision de la charte de la Ligue arabe, la réforme et le développement de ses structures, pour lui permettre d'être une partie de la solution et de contribuer effectivement au traitement de la situation catastrophique dans les pays arabes en proie aux pires formes de destruction et d'effritement de leur tissu social, économique, politique, civilisationnel et culturel. Dans ce contexte, il importe de valoriser et de développer les relations distinguées entre le Maroc et les pays du Conseil de coopération du Golfe, au service des intérêts communs et de la solidarité arabe.

A ce propos, le Parti réaffirme son soutien au droit de la Syrie et du Liban à récupérer leurs territoires occupés par Israël, comme il réitère sa solidarité avec les peuples d'Irak, de Libye, de Syrie et du Yémen dans leur aspiration à mettre fin aux agressions terroristes et conflits militaires désastreux et à construire des sociétés de paix, de liberté et de justice sociale.

Le Parti du progrès et du socialisme considère que les espoirs de ces peuples à un lendemain meilleur et à la préservation de l'unité territoriale de leurs pays, à la cohésion du tissu social et à la préservation de la souveraineté nationale, ne peuvent se réaliser qu'avec la décision des différentes forces nationales dans ces pays de donner la priorité à la logique du dialogue, du consensus et du rejet du recours au « soutien » étranger conditionnel. Ces aspirations ne peuvent non plus se réaliser que dans une perspective démocratique, qui est à même de garantir les opportunités de réforme dans le cadre de la stabilité et de la

souveraineté nationale, et d'assurer à toutes les composantes et les parties internes leurs droits et leurs chances de participer à la reconstruction nationale sur des bases solides.

Le Parti du progrès et du socialisme réitère aussi sa solidarité absolue et son soutien total aux combats du vaillant peuple palestinien, à ses droits légitimes dans l'édification d'un Etat palestinien indépendant et unifié, avec Al Qods comme capitale, et à sa lutte pour faire face à la politique de colonisation, aux agressions israéliennes et aux tentatives de dénaturation du cachet authentique d'Al Qods. Le Parti appelle à donner une nouvelle impulsion au dialogue et à la réconciliation entre les factions palestiniennes dans le but de renforcer le front intérieur palestinien.

Le parti exprime son appréciation et sa fierté pour toutes les initiatives de solidarité prises par les forces nationales marocaines vives en soutien à la cause du peuple palestinien frère.

4- Penser aux Marocains du Monde, qui constituent une partie intégrante de la nation marocaine, et défendre constamment leurs droits, notamment dans leurs pays d'accueil

Les Marocains du Monde sont une partie essentielle et une des composantes du peuple marocain. Ils jouissent de leurs pleins droits de citoyenneté. La communauté marocaine est l'une des plus importantes communautés dans de nombreux pays d'accueil, en particulier européens, une source importante de devises fortes pour notre pays et, surtout, une richesse en compétences pouvant être au service du renforcement du rayonnement de notre pays à l'étranger et de la défense de ses causes nationales et de ses intérêts supérieurs.

Et au moment où le phénomène de l'émigration clandestine recule relativement, l'émigration des compétences ne cesse de croître, ce qui impose à l'Etat le devoir de redoubler d'efforts et de développer des outils et des méthodes pour accompagner toutes les couches de la communauté marocaine établie à l'étranger, y compris ceux qui vivent dans des conditions difficiles, dans le but de protéger leurs intérêts et de leur permettre tous, sans exception aucune, d'exercer leurs droits civils, politiques, économiques et sociaux. Il est également nécessaire de traiter efficacement leurs besoins administratifs, sociaux et culturels, et d'assurer les conditions appropriées pour faire participer les compétences que recèle cette communauté dans le développement de l'économie nationale.

PARTIE VI

LA VALEURE AJOUTEE DU PPS DANS LA CONFIGURATION PARTISANE DU MAROC

CHAPITRE 1 : L'IDENTITE DU PARTI ET LES TACHES DE L'HEURE

1- La signification de la gauche dans le monde actuel

Poser une nouvelle fois la question de la signification de la gauche dans le monde contemporain, et notamment dans le Maroc du présent et du futur, est un exercice qui relève d'une pratique intellectuelle féconde que la réalité nous impose de mener dans une approche de réflexion collective. Il est un fait établi que l'idée de la gauche, si elle reste au cœur d'un effort intellectuel constant, il n'en demeure pas moins qu'elle préserve toute son actualité en tant qu'expression réelle particulièrement prégnante, de l'aspiration de l'humanité à l'apparition d'une société libre et juste.

Une telle idée incarne l'alternative la plus claire face à ceux qui prétendent la victoire du libéralisme en tant que pensée et que pratique économique.

L'idée de gauche, c'est la réponse intellectuelle, politique, économique, sociale, culturelle et écologique la plus cohérente et homogène, à l'inquiétude de l'humanité face à la multiplication des crises du capitalisme mondialisé qui débouche sur encore plus d'exploitation des peuples, d'aggravation des disparités Nord-Sud et entre les riches et les travailleurs producteurs de richesses.

Au-delà des différences des contextes et des configurations politiques, au-delà également des différences d'analyses et d'interprétations, l'identité de gauche repose sur un socle de valeurs universelles pérennes s'exprimant en particulier dans le fait d'assumer les valeurs humaines transcendantes, au premier rang desquelles les valeurs de liberté, de dignité, de justice sociale, d'égalité des chances, de rejet de l'injustice et l'exploitation sous toutes ses formes. Les valeurs englobent également la défense des travailleurs manuels et intellectuels et toutes les masses populaires luttant pour une vie meilleure, au même titre que la sauvegarde des libertés collectives

et individuelles dans leurs prolongements démocratiques, sociaux, politiques, culturels et écologiques.

Toutefois, la gauche ne se réduit pas à des valeurs transcendantales assumées par des instances et sensibilités politiques diverses. La gauche c'est également l'aspiration concrète à construire un édifice installant de nouveaux rapports de production reposant sur une répartition équitable des richesses.

2- Réactualisation du positionnement de classe du parti

C'est là le sens profond de la gauche qui en fait la base de convictions et de pratiques conscientes dans la perspective d'une civilisation humaine rejettent l'exploitation sous toutes ses formes. Le PPS s'enorgueillit donc de son appartenance à la gauche. Il demeurera fidèle à ses principes et perspectives. Cela est constitutif des fondamentaux auxquels il se réfère et qui sont à la base de son existence même.

Le PPS en effet a apposé son empreinte indélébile sur le champ partisan marocain en tant que parti patriotique, de gauche, socialiste, progressiste, moderniste et démocratique. Il demeure, à ce titre, fermement attaché aux intérêts supérieurs de la patrie et du peuple, à la dignité et aux droits des citoyens et citoyennes aux premiers rangs desquels les travailleurs manuels et intellectuels, les classes laborieuses et les couches déshéritées. Il est à cet égard, un instrument de lutte aux côtés des laissés - pour- compte au plan social, culturel, écologique, et territorial.

3- Consolidation du positionnement idéologique du PPS en tant que parti de gauche, démocratique, socialiste rejetant le dogmatisme et l'opportunisme.

Le PPS réaffirme son positionnement intellectuel et idéologique, comme parti de gauche, patriotique, démocratique, socialiste et moderniste. Il considère la diffusion des valeurs universelles de progrès, de démocratie, de modernité et de rationalité comme une tâche centrale de son combat sur le front idéologique. Il se doit ainsi, de lever haut l'étendard de ces principes pour juguler l'injustice et protéger ses victimes. C'est cette même logique qui inspire son combat en faveur de l'égalité hommes/femmes, et sa lutte multiforme et tous azimuts en faveur de la démocratie.

Le Parti du Progrès et du Socialisme est guidé par le principe de l'humilité intellectuelle et de la relativité de la vérité. C'est ce qui lui vaut de récuser toute démarche dogmatique et tout intégrisme et absolutisme de la pensée car c'est là une dénaturation du cœur philosophique du marxisme. La pensée socialiste en effet, incite à l'effort et au renouvellement des concepts et des pratiques. Elle est également soumise aux lois de l'évolution, conformément au développement des sciences humaines ainsi que celui affectant les sociétés, et résultant de l'interaction des conditions subjectives et objectives.

C'est grâce à ces convictions que le Parti a pu se protéger de l'enfermement, de l'opportunisme et de l'aventure. De même a-t-il pu ainsi éviter le piège de la sacralisation de la pensée qui demeure avant tout une production humaine soumise au contexte dans lequel elle est apparue. C'est grâce à cela que le PPS a pu interagir utilement avec la réalité du Maroc, guidé par une ligne directrice essentielle : le socialisme aux couleurs marocaines

4- Existe-t-il une contradiction entre les objectifs de la gauche et le positionnement avec des partis n'appartenant pas à la mouvance de gauche, en vertu d'un programme politique d'étape ?

Sur la base de ces conceptions de fond, le PPS rejette l'approche superficielle qui mélange, délibérément ou non, le socle doctrinal, idéologique et politique qui structure l'identité du parti d'une part et les exigences de construction de coalitions institutionnelles d'autre part. Les coalitions sont le fruit de décisions autonomes et reposent sur des accords d'étapes concernant des programmes d'action réformistes limités dans le temps et le contenu. Le parti y a recours quand les conditions permettent au parti de traduire dans la pratique, une de ses conceptions.

L'action commune avec des partis non de gauche n'est pas une nécessité induite seulement par la réalité marocaine, c'est aussi une exigence nationale non définitive que le parti gère avec l'objectivité nécessaire. Le référent ici, c'est l'intérêt supérieur de la partie et du peuple et le devoir de contribuer à pousser le processus des réformes à son maximum et ce, en vertu du rapport des forces caractérisant chaque étape historique.

Le positionnement programmatique dans une étape donnée, entre partis à référentiels différents comme dans les pays démocratiques ne dissipe pas les divergences. Le PPS ne pratique donc pas le double langage. Au contraire il assoit son partenariat avec ces forces sur l'autonomie, la liberté, la responsabilité et l'engagement, dans l'exécution du programme arrêté en veillant à ce que l'empreinte sociale soit prépondérante.

CHAPITRE 2 : LES EXIGENCES DE LA CONSOLIDATION DE LA DIMENSION POPULAIRE DANS LA MILITANCE DU PARTI

1- La prééminence des préoccupations des citoyennes et citoyens

Le capital historique remarquable du PPS, sa présence constante sur les fronts de lutte, l'image positive qu'il dégage auprès de larges couches de la société, tout cela lui ouvre de larges horizons en face de ses différentes structures ainsi que d'importantes opportunités d'élargissement de son audience. Cet objectif, toutefois, ne se réalise pas au rythme souhaitable. Cela oblige donc le parti à re-poser la problématique de l'efficacité de ses instruments d'action.

Le PPS met au premier rang la question de la relation quotidienne étroite avec les préoccupations des gens, en pratiquant le militantisme de proximité et en adaptant les modalités d'intervention en fonction de l'évolution des mentalités. Les superstructures culturelles, l'évolution de la société et de la communication, tout cela impacte fortement la nécessité de se mettre au niveau des changements qui interviennent et qui doivent être pris en compte. Ce n'est qu'ainsi que le parti progressera.

2- Prendre en charge la formation des militantes et militants

Nul doute que le Parti a fait preuve d'une évidente capacité à s'ouvrir sur des couches et compétences nouvelles, administrant ainsi la preuve qu'il s'agit d'un parti vivant, évolutif, se renouvelant constamment. Tout en étant preuve de réussite, cette réalité pose d'importants défis, notamment pour préserver les fondamentaux du PPS, tout en sauvegardant la possibilité d'adaptation aux nouvelles données.

Cela rend la question de la formation intellectuelle, politique et organisationnelle, des membres, d'une grande ampleur. Ce sont ces garde-fous qui permettront au Parti d'acquiescer l'immunité nécessaire. C'est cela aussi qui explique que le PPS ne se soit jamais transformé en un groupement sans saveur notamment en prenant en considération l'évolution irrépressible des moyens de communication modernes.

Il sera dès lors nécessaire d'établir des programmes de formation susceptibles de renforcer les compétences et de faire partager les principes, les valeurs, les informations et les expériences. Le but à atteindre est en l'occurrence de renforcer le

sentiment d'appartenance. Il conviendrait aussi de commencer par mettre à contribution le capital déjà accumulé avec la Fondation Ali Yata, l'Association Démocratique des Elus Progressistes, le Centre Aziz Belal (CERAB).

Il faut aussi considérer la formation comme priorité majeure dans l'activité spécifique du Parti.

3- Contrecarrer les propensions à l'opportunisme, à l'arrivisme et au laisser-aller et résorber les dysfonctionnements organisationnels

Le Parti du Progrès et du Socialisme est l'expression politique et organisationnelle du besoin de la société de disposer d'une mouvance nationale démocratique et progressiste, authentique et affirmant sa personnalité, en tant que reflet historique naturel propre aux luttes du peuple marocain.

L'identité du Parti est concrètement incarnée par le comportement militant, moral et politique de ses membres. Ils sont jugés à l'aune de leur engagement vis-à-vis de la nation et de leur parti, ainsi qu'à la lumière de la confiance et de leur crédibilité.

Aussi, au moment où le Parti s'enorgueillit de sa capacité à accueillir de nouvelles générations de membres, il est requis de leur offrir et d'améliorer des structures d'accueil en mesure de favoriser leur intégration en son sein. De même ces structures doivent permettre aux nouveaux membres de s'acclimater convenablement en s'appropriant la ligne politique du parti, de se conformer à ses statuts, son éthique, ses référentiels, au service de l'intérêt général. Le but étant de préserver le Parti de toute déviance opportuniste ou arriviste, de tout laisser-aller et tout subjectivisme. De même le parti est-il requis d'améliorer sa gouvernance interne, notamment en s'attaquant avec fermeté aux dysfonctionnements organisationnels. Le parti se doit également d'enraciner la culture de la responsabilité, de l'évaluation et l'esprit critique. Pareillement, le Parti se doit d'établir la distinction entre l'ambition personnelle légitime et l'instrumentalisation du Parti à des fins étroites ou subjectives.

4- Se préoccuper de la juxtaposition créatrice entre le rayonnement politique et l'impact organisationnel et électoral

Le PPS connaît des expériences politiques, organisationnelles et électorales réussies dans plusieurs régions. Il n'en reste pas moins que nous avons le devoir de les consolider et de les développer dans le but d'en accréditer l'image d'un parti sérieux, image qui puisse rejaillir sur l'estime dont bénéficient les membres, à l'échelle nationale et locale, compte tenu des sacrifices qu'ils accomplissent dans le cadre de leur engagement militant volontaire.

Néanmoins, une question demeure fondamentale : « Comment faire juxtaposer de manière créatrice le rayonnement politique et l'impact organisationnel et électoral ? »

Notre objectif, en effet est de construire un Parti digne de son brillant passé et des sacrifices de ses générations de militants. Notre objectif est d'être en mesure de traduire dans les faits la large sympathie dont il jouit au sein de la société ainsi que la large présence significative dont il dispose dans l'espace public.

Cela ne peut se faire que par la jonction du qualitatif et du quantitatif dans toutes les initiatives prises.

CHAPITRE 3 : LE PLAN D'ACTION « Tajaddor » (ENRACINEMENT) ET LES ROLES INCOMBANT AUX STRUCTURES DU PARTI.

1- Réaffirmation du Plan d'Action « enracinement »

Face à l'accélération de la scène internationale et interne, il est impératif que le parti adopte une méthodologie interactive visant l'intégration et l'accompagnement pour mieux maîtriser la gestion positive et créatrice du fait partisan, en fidélité aux principes et à la dialectique du mot d'ordre de la « Fidélité et du Renouveau ».

La vitalité du PPS et sa vigilance font qu'il est toujours dans l'auto-interpellation, dévoilant ses points forts et ses faiblesses et mettant en avant des instruments novateurs à l'effet de dépasser ses défauts. Aussi, et au terme de deux campagnes électorales en 2015 et 2016, le Parti a consacré beaucoup de temps et d'efforts pour mieux diagnostiquer et évaluer ses prestations et l'efficacité de ses structures. Cela a débouché sur l'élaboration du plan d'action « Tajaddor » qui vise à reprendre l'initiative sur le terrain, à réinsuffler de l'énergie dans le potentiel des militants et militantes et à réviser les modalités d'action en prenant en considération l'évolution sociale.

Il convient de souligner que ce plan doit être poursuivi en tant que programme à long terme. Il convient d'exploiter l'ambiance de mobilisation et d'enthousiasme qui accompagne la préparation du 10^e Congrès National, pour une révision radicale de l'organisation du Parti et sa façon d'agir. De même, il se doit de renforcer son potentiel d'analyse et de production d'idées, à partir de la réalité et de ses expériences accumulées.

La mise en œuvre de ce plan d'action débouchera sur une meilleure osmose entre le Parti et son environnement social et renforcera sa présence agissante, pour mieux le

reconstruire, mieux mobiliser son potentiel militant et ouvrir de nouvelles perspectives de combat.

Le Plan « Tajaddor » repose sur 6 axes qui s'interpénètrent;

1. Reconfirmation de l'identité progressiste, socialiste et démocratique du Parti,
2. La militance partisane et les nouveaux fronts d'action politique et sociale ;
3. Enracinement des structures et instances du Parti dans la réalité sociale ;
4. La communication du Parti : défis et tâches,
5. Exécution de l'obligation de paiements des cotisations,
6. Assumer le suivi et l'évaluation.

2- Activation du rôle des instances parallèles du Parti

Il est évident que le succès du Plan « Tajaddor » est tributaire du degré d'engagement collectif et agissant de tous les membres et de toutes les structures, conformément aux modalités arrêtées.

Cela ne s'oppose pas aux initiatives créatrices parallèles. La mise en œuvre dogmatique serait en effet contre-productive.

Parmi les mécanismes à mettre en œuvre, sont concernés non seulement les structures organisationnelles nationales, régionales et locales, mais également les instances parallèles, centres d'études et d'information partisane.

A- Les organisations parallèles

Les organisations parallèles du Parti accomplissent un rôle vital dans l'élargissement de son audience. Elles effectuent leurs missions selon leur domaine d'activité, conformément à l'orientation du Parti

Pour assurer l'efficacité de leur travail elles se doivent d'être suivies sur le plan organique, d'être encadrées, soutenues. Elles doivent également multiplier leurs efforts pour plus de complémentarité, de coopération et de synchronisation, à travers une méthodologie basée sur l'interactivité, les contrats-programmes, le suivi et l'évaluation.

La Jeunesse Socialiste

L'organisation de la Jeunesse Socialiste accomplit des tâches importantes et sensibles au vu de la frange de population ciblée. Compte tenu de l'évolution de ses centres d'intérêt et de ses besoins ; compte tenu aussi des transformations à l'échelle internationale et nationale, du développement des médias, la J.S doit assumer des rôles plus significatifs pour mieux s'intégrer aux soucis des jeunes, mieux défendre leurs droits et revendications et mieux les encadrer.

L'Organisation des Pionniers-enfants du Maroc

L'Organisation des Pionniers-Enfants du Maroc agit en tant qu'organisation éducative et de défense des droits vouée à la protection de l'enfance contre toutes sortes d'abandons, de privations et d'exploitation. De même qu'elle mène des activités diverses pour développer ses aptitudes. En s'intéressant à d'autres activités fécondes, elle sera en mesure de renforcer son action en coopération avec les organisations partisans, notamment dans les domaines sociaux et humanitaires en se focalisant sur les enfants issus des couches sociales défavorisées.

L'Organisation des Scouts « Jawal »

L'Organisation des Scouts Jawal contribue à enraciner les nobles valeurs du scoutisme fondées sur l'action éducative et volontariste dans le but d'édifier une société citoyenne dont les fils assument le volontariat, l'esprit de responsabilité et les initiatives positives. En mettant convenablement à contribution ce potentiel faisant l'identité du Parti, l'Organisation ne pourra que renforcer son rôle.

Le Forum Parité et Egalité

Le Forum Parité et Egalité vise à accompagner les nouveautés caractérisant son domaine d'intervention, notamment celles relatives à la consolidation des valeurs démocratiques, de la perception globale des Droits humains et la culture de la parité en tant qu'instruments essentiels de l'édification d'une société démocratique, moderniste et de justice sociale. Cela implique la préservation des droits des Femmes et la consolidation des acquis déjà accumulés.

L'Association Démocratique des Elus Progressistes

L'ADEP assume plusieurs initiatives pour organiser et associer les élus, les former, renforcer leurs connaissances et aptitudes afin de mener convenablement leurs missions. Il s'agit d'élever leur niveau de conscience quant à leurs droits et devoirs dans l'exercice de leurs mandats électoraux. Cela passe par la multiplication des rencontres de communication et d'encadrement. Le succès de l'ADEP est un défi naturellement tributaire de l'implication de tous les élus dans la vie quotidienne du Parti. Ils doivent à cet effet assumer des tâches organisationnelles parallèlement à leurs mandats électifs.

B- Les instances d'études et de recherches

Le Parti a créé des instances scientifiques vouées aux questions de la recherche scientifique et des débats intellectuels. Sont mobilisées à cet effet, des manifestations intellectuelles, dynamisant ce secteur afin d'en faire profiter l'action partisane et donner du sens aux approches conceptuelles et programmatiques du Parti. Tel est le travail accompli par la Fondation Ali YATA et le Centre d'Etude de Recherches Aziz BELAL.

Le Centre d'Etudes et de Recherches Aziz BELAL

Le CERAB a été créé en tant que cadre scientifique institutionnel dans le but d'enrichir la réflexion théorique du Parti au niveau de l'analyse de la réalité économique, sociale et culturelle du pays. Son but était également d'apporter sa contribution en tant que force de proposition déterminant les grandes options relatives aux politiques publiques. Il se doit, à ce titre, de veiller constamment à s'ouvrir sur les potentialités académiques pour renforcer son patrimoine.

La Fondation Ali YATA d'Etudes et Recherches (FAY)

La création d'une institution de réflexion sous le nom de « Fondation Ali YATA », vise en priorité à contribuer, grâce aux études et à la recherche, au développement de la pensée politique marocaine et rehausser le niveau du débat intellectuel qui agite la société.

Elle vise également à fournir le Parti en idées afin de mieux assumer le renouvellement de ses analyses par l'effort qualitatif de potentialités appartenant au Parti ou relevant d'autres obédiences.

C- La presse du Parti

Le PPS, en sa qualité d'actionnaire principal dans la Société BAYANE S.A supervise la publication de deux journaux : Bayane al Yom en arabe et AlBayane en langue

française, informant et analysant la matière médiatique marocaine dans une perspective démocratique. Ce faisant, le Parti contribue à façonner l'opinion publique nationale, à animer le débat pluraliste et à défendre les idées de progrès et de démocratie.

La presse partisane est un moyen de diffuser ses opinions, celles de ses militants et l'ensemble des citoyens. Elle est ouverte sur toutes les expressions traversant la société, conformément aux préceptes d'une pratique journalistique respectueuse de l'éthique déontologique.

La presse partisane peut jouer un rôle plus fort encore si elle parvient à dépasser ses difficultés et obstacles et si elle parvient à remporter le défi de la modernisation et de la compétitivité et en se mettant au diapason du progrès technologique.

Le développement du rôle de toutes les instances partisans parallèles doit s'effectuer dans le cadre d'une vision globale d'amélioration des prestations du Parti à travers une meilleure prise d'initiative et une présence militante et organisationnelle sur tous les fronts.

Les instances parallèles sont en effet des affluents consolidant l'action du Parti en termes de formation, d'élargissement des rangs, d'éducation civique, d'engagement et de volontarisme.

A cet égard le Parti a le devoir de continuer sur cette voie, en interpellant ses secteurs socio-professionnels et instances parallèles, pour un meilleur rendement politique.

CONCLUSION

Tel est le PPS, né des entrailles de la Nation et voué au service de celle-ci. Il est et demeure un parti porteur de valeurs patriotiques éminentes et des principes de démocratie et de justice Sociale. Il a été, à ce titre, confronté à l'expérience des épreuves au service de la Patrie et du Peuple. Il est et demeure ouvert sur l'avenir afin que les générations qui se succèdent en assument la responsabilité conformément à ses fondamentaux intellectuels, politiques et organisationnels afin que le pays le trouve constamment prêt à le servir.

Le Maroc a besoin d'un tel Parti, quelles que soient les circonstances, lucide, généreux, courageux, anticipateur, chargé de sa valeur ajoutée spécifique. Celle –là même dont la patrie a besoin.